Le Cahier de l'ACSALF

Association canadienne des sociologues et anthropologues de langue française

Volume 2, no. 1, février 2005

Portrait en mosaïque de la relève

Mot du président

Joseph Yvon Thériault,
Université d'Ottawa

Je suis heureux de vous présenter le nouveau numéro des Cahiers de l'ACSALF portant sur les orientations de la recherche des jeunes chercheurs à partir du jugement porté sur celles-ci par leur directeur d'études. C'est Jean-Philippe Warren qui a recueilli ces commentaires qui donnent un portrait fort intéressant et diversifié des questions qui animent les générations nouvelles. Sans prétendre à l'exhaustivité, un tel portrait confirme que nos disciplines sont bien vivantes, qu'elles renouvellent continuellement le questionnement sur la société, bref que les années à venir sont prometteuses.

Bien que les quelques textes de ce cahier ne prétendent pas être un échantillonnage

scientifique de la relève, il en ressort néanmoins un portrait que je me permets de commenter. Il apparaît en effet qu'un large fragment des travaux des jeunes sociologues semblent résister à l'instrumentalisation des sciences humaines et au savoir utile que l'on nous annonce d'un peu partout. S'il faut en croire nos correspondants, la nouvelle génération de sociologues renouvelle bel et bien la discipline mais elle le fait en s'inscrivant largement dans le sillon de la tradition sociologique et cela malgré l'affirmation courante d'une génération nouvelle qui serait résolument pragmatique, éclectique et câblée. Si quelques commentaires vont dans le sens d'une orientation de plus en plus pragmatique, ils ne font pas le poids devant ceux qui disent que les jeunes sociologues continuent à s'intéresser aux grandes mutations culturelles, à

la théorie critique, à la religion et, dans la foulée des pères de la sociologie, à la macro-théorisation de la modernité avancée, etc.. Il ressort de ma lecture du cahier la vision de professeurs qui majoritairement défendent avec brio l'exercice de la liberté qu'est le choix d'un projet de thèse.

Ce constat aurait été aussi le mien si je répondais comme professeur à la question posée par Warren. Les questions de la démocratie, de la nation (même celle du Québec), de l'identité, forment encore le gros des thèses que je dirige ou encore que je suis amené à lire.

Je n'ai pas perçu, malgré la rumeur, une mouvance forte vers des thèses commandées en fonction des besoins de « l'agent » subventionnaire ou de la sous-question sur-spécialisée nécessitée par le projet de recherche de l'équipe dans lequel est inscrit l'étudiant.

Voir page 14 : Mot du président (suite)

Un mot de l'éditeur

Jean-Philippe Warren,
Université Concordia, Vice-président de l'Acsalf

C'est poussé par la curiosité que nous avons invité quelques professeurs et l'ensemble des membres de l'ACSALF à dégager, sommairement et grossièrement, quelques-unes des avenues et perspectives de recherche qui semblent aujourd'hui attirer les jeunes chercheurs. Nous voulions pouvoir répondre, de manière toute provisoire, il va sans dire, aux questions suivantes: Quels sont les nouveaux objets ou champs de recherche sur lesquelles travaillent les étudiants en maîtrise et au doctorat en sociologie? Quelles méthodes privilégient-ils? Quelle démarche certains d'entre eux se décident-ils à suivre? Sur quelle littérature savante fondent-ils leurs analyses? Quelles préoccupations entretiennent-ils quant à la valeur et la portée de leurs analyses? Etc.

Pour répondre à de telles questions, il était suggéré aux éventuels collaborateurs de se baser d'abord sur leur expérience de direction ou d'évaluation de mémoires et de thèses. Ces mémoires ou thèses n'avaient pas besoin d'être les meilleurs; il leur suffisait d'être, soit parmi les plus originaux, soit au contraire parmi les plus représentatifs de ce que font les étudiants de deuxième et troisième cycles, soit,

enfin, exemplaires par l'oubli de perspectives ou thèmes jugés particulièrement prometteurs ou importants.

Plusieurs conclusions provisoires se dégagent de ce petit numéro. En premier lieu, tous les collaborateurs s'entendent pour souligner la richesse des réflexions amorcées par ceux et celles qui constituent la relève de la discipline. Il y a là matière à se réjouir. La sociologie pratiquée par les étudiants de deuxième et troisième cycle est loin d'être inféconde ou moribonde. Originale, branchée sur les nouvelles sources d'information (Internet, groupes de discussion en ligne, etc.), ouverte aux derniers développements de la théorie ou de la méthodologie, cette relève affiche un dynamisme qui est tout à son honneur. En second lieu, cet enthousiasme pour des thèmes et des approches qui renouvellent le champ disciplinaire ne semble pas la faire succomber aux sirènes de la généralisation; ses ambitions, somme toute, demeurent humbles, dans le sens où elle se méfie des synthèses hâtives. L'empirie est pour elle la voie royale de la théorie.

Voir page 10 : Mot de l'éditeur (suite)

Sommaire :

Entre l'oubli des universaux et l'oubli des données.....	2
Portrait de groupe: les étudiant-es de doctorat, 1 ^{ère} année.....	2
La sociologie culturelle : une tendance à suivre.....	3
La génération numérique en sociologie.....	4
Que diable viennent-ils faire dans cette galère?.....	4
Chercher les tendances, c'est déjà chercher dans la mauvaise direction.....	5
Du "cheap labour" à la participation à un programme de recherche: le choix du sujet de thèse.....	7
La sociologie et l'environnement : la contribution de la jeune génération.....	7
Égalité ou quête identitaire: de nouveaux défis pour les études féministes.....	8
Comment font les étudiants de sociologie pour faire de la sociologie?.....	9
Libertés à défendre.....	10
Between engaged general theorizing and empirical research.....	11
Quelques réflexions autour des thèmes famille, femmes et travail.....	11
Portrait de la relève.....	12
Étudier la sociologie au Québec (1999-2003).....	12
En guise de postface. La rhétorique creuse du financement des études.....	14

Entre l'oubli des universaux et l'oubli des données

Marcelo Otero,
UQAM

L'oubli n'est pas toujours infécond même si l'on vit à une époque où tout doit être objet de mémoire, tout doit être exhumé et emmagasiné pour en tirer une leçon normative (le plus souvent pour les autres) et pour fortifier (voire construire de toutes pièces) une identité qui mérite, comme toutes les identités, d'être sauvée. Il arrive que l'oubli, lorsqu'il est méthodologique et non «oubli de l'oubli», comme disait Deleuze, peut permettre de se pencher sur ce qui émerge sans le formater selon les standards de telle ou telle tradition, ou d'oser jeter un regard neuf sur un vieux problème, au risque de susciter la désapprobation des ancêtres de la discipline. S'il est vrai que la sociologie est balisée, et parfois fortement encadrée, par des écoles, courants, modes, régimes d'octroi de subventions, régimes de publication et rectitudes politiques et théoriques tant de gauche (surtout de gauche car les sociologues, on le sait, sont de gauche!) que de droite, il n'est pas moins vrai qu'on peut tout de même s'y frayer un chemin nouveau. C'est parfois au moyen de la réflexion théorique systématique et rigoureuse sur un objet, mais forcément libérée d'allégeances d'école stérilisantes; c'est parfois par l'observation d'un phénomène nouveau et la production originale de données inédites. Entre ces deux poussées, qui demandent une certaine dose de courage et non seulement de la rigueur, une part de la relève sociologique (nos très bons étudiants et étudiantes) nous montre, d'une part, une société ouverte et en constant renouvellement et, d'autre part, les limites (et les rigidités) de certains cadres théoriques qui peuvent néanmoins constituer des points de départ nécessaires.

Les mémoires et thèses que j'évalue et dirige se situent dans trois domaines : problèmes

sociaux, santé mentale, théorie sociologique. Dans les deux premiers domaines, la sociologie dialogue, si elle ne veut pas sortir toutes les données (théoriques et empiriques) du chapeau magique de la théorie universelle choisie, avec la psychiatrie, la criminologie, la médecine, la psychanalyse, la psychologie, etc. Il me semble qu'une part de la relève, celle qui se présente comme la plus originale, dialogue sans complexes avec ces disciplines. C'est-à-dire en les prenant au sérieux, et non pas en les considérant comme de simples idéologies, sans se préoccuper au préalable de leur faire la leçon (elles auraient oublié le social, le Tout, telle ou telle partie du Tout, etc.) ou sans vouloir exercer l'ironie condescendante, ironie qui cache souvent la méconnaissance profonde d'un domaine sur lequel on a choisi de légiférer plutôt que de tenter de comprendre. Au-delà de cette attitude de rectitude politico-disciplinaire, la connaissance profonde du domaine empirique, par exemple, des drogues, des médicaments, des troubles mentaux, du système de santé, du système pénal, etc., s'impose comme préalable indispensable à une théorisation verticale et universelle de la prohibition du tabac, de la légalisation du cannabis, des avantages des virages communautaires, de l'abolition du système carcéral, etc. Ce besoin moins urgent, me semble-t-il, chez nos thésards et thésardes, de nous libérer de ceci, d'interdire cela, de dénoncer telle ou telle instance, de pronostiquer la catastrophe à venir (sanitaire, écologique, posthumaine, totalitaire, etc.) laisse plus de place à la modestie devant la complexité empirique, et non seulement théorique, des objets sur lesquels on a choisi de travailler.

Les travaux les plus intéressants que j'ai eu l'occasion de lire dans mon domaine se posent, bien que ce ne soit pas toujours de manière explicite, la question du «matérialisme» des faits sociaux par rapport aux «matérialismes»

posés par d'autres disciplines (du passage à l'acte des criminologues au fonctionnement du cerveau des neuroscientifiques, en passant par le vieillissement du corps des gérontologues et la sexualité des sexologues). La prétention à faire le tour d'un problème précis dans un champ particulier à coups d'universaux tout usage (Autre, Société, Pouvoir, Système, Tout, Mal, etc.), la sociologie empiriste de service et le besoin de dire aux autres comment ils doivent vivre, n'ont certes pas disparu. Toutefois, me semble-il, on retrouve moins de travaux, par exemple, qui découvrent (et dénoncent) que la biologie met l'accent sur le biologique et la génétique sur les gènes. Ou encore, dans le domaine de la sociologie de la santé, on retrouve moins d'empirismes qui cherchent à se justifier par des diagrammes néo-fonctionnalistes qui multiplient les bulles, les rectangles et les losanges pour montrer qu'aucun fragment, niveau, facteur, instance du Tout, n'a été négligé.

Depuis la deuxième moitié des années 1970, la sociologie est moins présente lorsqu'il s'agit de discuter, de manière fondée, les enjeux de société. Les économistes, les criminologues, les spécialistes de la santé, les juristes, les éthiciens et les psychologues sont de plus en plus convoqués à l'heure d'expliquer la pauvreté, le chômage, la maladie, la sexualité, la folie, la mort, etc. Une part de la relève des sociologues, celle qui ne dédaigne pas de s'investir dans la connaissance rigoureuse des domaines particuliers de leurs recherches tout en exerçant une critique sociologique en toute connaissance de cause, peut peut-être nous aider à mieux récupérer ces domaines trop investis à mon sens par d'autres disciplines. Pour paraphraser Jean-Philippe Warren, et si l'âge d'or de la sociologie était devant nous ?

Portrait de groupe : les étudiant-es de doctorat, 1ère année

Marcel Fournier,

Université de Montréal

(Avec la collaboration de Karine Bégin, Marie-Christine Brault, Hélène Charron, Daniel Cortès, Anne Julien, Maxime Marcoux-Moisson, Frédéric Parent, Andreea Penescu Mandache, Michèle Robitaille et Mélanie Samson)

Deux questions préoccupent, voire même angoissent les étudiants en début de thèse : le sujet de la thèse et l'orientation théorique ou la problématique. En début d'études de doctorat, chacun est confronté à plusieurs défis : définir - se construire, disent les professeurs - un objet d'étude, et se donner une problématique. Certains ont une idée claire de ce qu'ils veulent faire, d'autres sont encore indécis. Comment se font ces choix? Il y a évidemment l'influence du directeur de thèse; il y a aussi le contexte (laboratoire ou centre de recherche), les idées à la mode, etc.

Le Séminaire général de doctorat dont je suis responsable au Département de sociologie de l'université de Montréal porte sur la théorie et aussi sur la thèse comme raisonnement sociologique. Il s'adresse à des étudiant-e-s de

première année. Ils sont une dizaine : une majorité de filles (sept contre 3 gars); deux sont d'origine étrangère (Mexique et Roumanie); deux viennent d'autres disciplines que la sociologie (psychologie, histoire).

Première constatation. Les objets d'étude, fort diversifiés, sont les suivants : les valeurs des jeunes; les représentations du corps humain dans les discours techno-scientifiques; les relations allochtones/autochtones; globalisation et mouvements sociaux (altermondialiste, féministe, écologiste); la promotion de l'art; l'éducation et le contexte organisationnel et institutionnel; l'internationalisation des universités au Mexique et au Canada; la relation à l'autre : récit de vie d'un agriculteur québécois; rapports de sexe et histoire des sciences sociales (France, XIXe siècle); l'immigration : le rôle de l'économie ethnique. Ces choix manifestent certes des volontés de spécialisation (ex. éducation) mais surtout ils traduisent de nouvelles «sensibilités» : l'internationalisation et la globalisation; l'immigration et les minorités; les jeunes; les rapports de sexe; les nouvelles bio-techologies et le corps. Que fait dans ce portrait un agriculteur québécois?

Ce choix peut apparaître atypique, mais le *focus* est mis moins sur la condition rurale que sur le rapport à l'autre. Et qui dit altérité dit aussi identité. Et c'est là une question centrale dans la sociologie contemporaine.

Deuxième constatation. Les approches théoriques, parfois floues, sont fort éclectiques (par exemple : Crozier-Freiberg + Bourdieu). On cherche. « Je n'ai pas encore de directeur de recherche », dit l'une. «Quelle problématique? Je ne sais pas encore », répond un autre. Ou encore : Mon cadre théorique n'est pas encore défini ». Certains donnent beaucoup d'importance à la problématique théorique, d'autres moins : « Moi, c'est plus empirique. C'est pas de la grosse théorie, C'est de la théorie ancrée ». Il s'agit ici la « grounded theory » de Glazer et Strauss. D'autres enfin sont confrontés aux orientations que se donnent des équipes ou centres de recherches et qui sont souvent, regrettent-ils, trop appliquées : « Je suis pro-théorie, mais je suis en conflit avec mon équipe qui refuse toute théorie ». On aimerait bien trouver des conditions de recherche qui permettent la réalisation d'une thèse comme un véritable

travail scientifique.

Un auteur est cité à plusieurs reprises: Pierre Bourdieu. Mais on parle aussi de Foucault, Habermas. Cependant, rares sont ceux ou celles qui s'inscrivent clairement dans un courant théorique: pour l'une, c'est la théorie féministe; pour une autre, c'est le néo-fonctionnalisme de Niklas Luhmann. On préfère souvent s'accrocher à un ou quelques concepts: valeur, altérité, réseaux et capital social, domination. La sociologie québécoise est absente, sauf pour celui qui travaille sur le milieu rural et qui découvre avec enthousiasme les grandes monographies classiques (L. Gérin, H. Miner).

Troisième constatation. Qu'il s'agisse du sujet de la recherche ou de la théorie, la décision n'est jamais, comme dirait Weber, totalement « neutre »: il y a des valeurs, de l'idéologie. Chez les doctorant-es, les choix ne sont pas d'abord d'ordre idéologique et ne correspondent pas à un engagement militant. Sauf pour l'étudiante qui adopte une perspective féministe. Et pour celui qui s'intéresse aux

jeunes, si engagement politique il y a, c'est la « découverte » des jeunes comme objet d'étude qui l'a conduit vers le militantisme, et non l'inverse.

Ce qui se manifeste c'est plutôt de l'indignation face à des situations d'injustice, par exemple face à l'attitude des Blancs à l'égard des autochtones. Il y a une volonté de dénonciation, un esprit critique: critique du discours technoscientifique, de la mauvaise gestion des arts, de la situation difficile des universités au Mexique. Il y a aussi des valeurs que l'on veut défendre - par exemple la place de l'éducation - et souvent une volonté de changement social. La sociologie est d'abord une expertise mais elle peut aussi servir comme moyen de prise de conscience.

Une conclusion? À la fin de la discussion, un étudiant m'a posé une question: quelles sont, sous ces rapports (théorie, objet de recherche, engagement) les différences entre votre génération et la nôtre? Une question qui était inévitable! Ma réponse s'est limitée à quelques réflexions un peu générales, pour ne

pas dire banales: 1) le choix d'un objet de recherche se faisait souvent en fonction d'une volonté de spécialisation dans un champ de recherche ou d'intervention (éducation, travail, santé, etc.); 2) les choix théoriques étaient question de mode (exemple le strukturo-marxisme) et/ou d'engagement politique (socialiste, nationaliste, etc.); 3) les choix d'un objet de recherche et d'un cadre théorique n'étaient jamais totalement (surtout lorsqu'on allait étudier à l'étranger) indépendants du choix d'un directeur ou d'une directrice de thèse. Celui ou celle qui partait, à la fin des années 1960 ou au début des années 1970, pour la France allait étudier avec Lucien Goldman, Nicos Poulantzas, Françoise Isambert, Alain Touraine, Edgar Morin, Pierre Bourdieu. La théorie était question d'école de pensée, parfois de chapelle.

La sociologie culturelle: une tendance à suivre

Anouk Bélanger et Valérie de Courville Nicol,
Université Concordia

Nous ne pouvons prétendre parler ici des intérêts de recherche de tous les étudiants! Nous pouvons toutefois dégager certaines tendances chez les étudiants que nous avons côtoyés lors, entre autres, de nos expériences de supervision. Tout en reconnaissant que de multiples facteurs influencent les choix de supervision des étudiants, les statistiques confirment que dans notre département, une portion significative des étudiants ont une affinité pour la sociologie culturelle: sur 44 thèses de maîtrise défendues dans notre département de 2000 à 2004, notre participation à titre de directrice ou de membre de comité s'élève à 47,7%. D'emblée, il faut souligner que les antécédents et les influences académiques des étudiants avec qui nous travaillons à l'Université Concordia se distinguent probablement de ceux des étudiants dans les universités francophones. Nous soupçonnons, par exemple, que la sociologie culturelle - c'est-à-dire l'étude des représentations et des significations produites par une culture - s'inscrit dans une tradition plus courante dans le monde anglophone.

D'une part, il y a un intérêt croissant chez la génération actuelle d'étudiants pour la question des médias, des nouvelles technologies et de la culture. D'autre part, il existe une fascination à l'égard de la construction du soi et de la subjectivité, de l'identité individuelle et collective, et du rapport qu'elles entretiennent à l'endroit de l'exercice du pouvoir. La génération actuelle d'étudiants diplômés baigne, depuis sa naissance, dans un environnement hyper médiatisé. Ce contexte est marqué par une culture de masse, de consommation et de l'expertise, une culture imprégnée aussi par la domination croissante d'une rationalité néolibérale qui met l'accent sur la liberté, le choix et la responsabilité individuels. Ces influences expliquent en grande partie l'attrait que représentent pour ces étudiants les

phénomènes culturels et l'attention croissante qui leur est portée. L'articulation entre le contexte générationnel et les intérêts de recherche des étudiants est au cœur de leurs préoccupations académiques et se traduit plus concrètement par l'analyse de textes, de représentations et de pratiques culturelles contemporaines.

Que ce soit une thèse portant sur la résistance des travailleurs temporaires par le biais de zines (revues clandestines) et d'Internet, une thèse portant sur les techniques de soi promues par un discours *self-help* et leur correspondance avec les impératifs du néolibéralisme, une thèse sur le potentiel émancipateur et politique de sous-cultures et cultures underground urbaines, ou encore une thèse sur la construction de la maladie mentale comme objet du risque par les discours experts, nous avons noté que la culture est au centre des préoccupations et des intérêts de recherche des étudiants.

C'est l'objet d'étude et la volonté de comprendre de façon critique ce dernier qui semble dicter le choix théorique, plutôt que la fascination pour un corpus théorique spécifique *a priori*. De façon générale, la sociologie culturelle (qui, de par sa nature, est interdisciplinaire) favorise une approche où l'objet étudié informe de façon réflexive le cadre théorique. C'est pour ces raisons que nous croyons qu'il existe une prédilection pour les approches développées dans la foulée des traditions du poststructuralisme, des études culturelles ('cultural studies'), de l'économie politique, et du constructivisme dans son sens large. Plus spécifiquement, nous avons noté un engouement pour les théories de la représentation, la géographie culturelle, l'histoire sociale et culturelle, la gouvernementalité, les études des médias ('media studies'), et les approches socioculturelles du risque.

La pratique d'une sociologie culturelle invoque des méthodes spécifiques, dans la mesure où elle est une démarche qui combine des éléments interprétatifs et empiriques, bien

qu'elle ne soit ni une approche simplement interprétative, ni, au contraire, une approche positiviste. Plus précisément, les méthodes utilisées de façon croissante par nos étudiants sont l'analyse du discours, l'analyse de contenu, l'ethnographie, et l'analyse historique. Il existe également la volonté de combiner différentes approches pour explorer les différentes facettes de l'objet d'étude.

Enfin, si nous croyons observer une nouvelle mouvance au-delà du nombre d'étudiants qui manifestent une préférence pour la sociologie culturelle, c'est que nous avons noté une disjonction entre les connaissances méthodologiques des étudiants et leurs besoins de recherche (disjonction qui est d'ailleurs soulignée par les étudiants interrogés). Nous constatons que ces besoins ne sont pas comblés dans leur formation méthodologique de premier cycle et qu'il existe également une lacune, à cet égard, dans la formation du deuxième cycle. Il y a donc un décalage entre les intérêts de recherche, les approches théoriques, et les connaissances méthodologiques. Les étudiants demandent les outils nécessaires à l'analyse des textes, des représentations et des pratiques culturelles.

Non seulement des intérêts particuliers de recherche semblent ressortir des cohortes de nos étudiants de maîtrise des cinq dernières années, mais ce qui est frappant, c'est l'affiliation forte entre objet, approche théorique et méthodologique. Plus spécifiquement, une fascination pour le rapport entre contexte médiatique et technologique et le développement du soi et des identités, oriente les étudiants vers l'approche théorique réflexive privilégiée par la sociologie culturelle ainsi que vers des méthodes qualitatives particulières.

La génération numérique en sociologie

Jacques Hamel,
Université de Montréal

Il m'est bien difficile d'envisager les travaux et recherches des sociologues en herbe sans me rapporter à la génération numérique à laquelle ils appartiennent d'office, au dire d'auteurs en vogue comme Don Tapscott et Manuel Castells. En effet, nés après 1977¹, ces jeunes gens sont de la première cohorte démographique qui a nécessairement gravité dans l'orbite de l'informatique, des jeux vidéo, des progiciels et des technologies liées à Internet. Comment se conçoit la connaissance sociologique dans les rangs de ces jeunes chercheurs férus de "nouvelles technologies" et ouverts au vaste flux d'informations, d'idées et d'opinions qui circulent à la vitesse de l'éclair sur les réseaux d'Internet ?

Je peux risquer une réponse à cette question puisque je conduis actuellement une étude sur l'insertion de la génération numérique dans la nouvelle économie dont se recommande déjà le mémoire de Maxime Marcoux-Moisant² que je tiens à citer ici afin de "montrer les avenues et perspectives de recherche qui semblent aujourd'hui attirer les jeunes chercheurs"³.

L'ainé que je suis devenu aux yeux de ces récentes recrues de la discipline a d'abord été témoin de leurs "nouvelles façons de faire les choses". Avec eux, l'heure est venue de réaliser des sondages en ligne, "hébergés" sur des sites Web, et d'abandonner ciseau et colle au profit de logiciels conçus pour les fins de l'analyse de contenu. Exploiter des banques de données d'institutions publiques correspond chez eux à un jeu d'enfant qu'ils savent parfaitement orchestrer sur le portable qui a remplacé leur "sac d'école". Ils ont sur les lèvres un vocabulaire qu'il faut apprendre à connaître afin de ne pas sembler venir de l'âge de pierre. Inutile de dire qu'il est également sage d'avoir une idée pour le moins exacte de ce à quoi correspondent ces termes de la "nétiquette" en usage dans les

rangs de la relève.

Qu'en est-il au bout du compte ? Sous la plume de cet étudiant, désireux d'obtenir ses lettres de créance, je lis une recherche de haut calibre sur les valeurs nées de l'insertion de jeunes qui ont axé leur programme d'étude sur les domaines en pointe avec la nouvelle économie : le multimédia, l'informatique et les biotechnologies.

La théorie combine avec respect, imagination et nuances les "classiques" – en l'occurrence Guy Rocher – aux auteurs contemporains connus sur les bancs des salles de cours, mais également repérés sur Google et passés au crible des forums de discussion. *Les dissidents du numérique*⁴ d'André Gorz vient à peine d'arriver sur les rayons de la librairie de l'université que déjà fleurissent les opinions de commentateurs avec lesquels notre recrue cherche à nouer contact. L'anonymat de la discussion par courriels donne lieu à des échanges étonnants : le vieux philosophe dialogue avec un chercheur qui, hors la "réalité virtuelle", est de quarante ans son cadet ! Le mémoire du cadet, on l'aura compris, n'a pas été produit en vase clos.

En bref, notre auteur jongle avec le concept de valeur à la lumière de la notion de "rapport" – aux études, au travail, à l'avenir, etc. – développée en particulier dans les études consacrées à l'insertion. Sous ce chef, il les envisage sous leurs aspects "instrumental" et "expressif" dans la foulée de la distinction devenue monnaie courante en sociologie.

Toutefois dans son esprit, comme dans celui de bien d'autres jeunes candidats à la maîtrise et au doctorat, il n'est pas question de se livrer à de pures "acrobaties intellectuelles". La théorie s'enrichit en effet de considérations proprement *opératoires* issues des enquêtes de Bernard Roudet et Olivier Galland sur les valeurs des jeunes. Dans cette optique, le travail est par exemple conçu sur deux axes, les "avantages matériels" et l'"accomplissement personnel", propres à mettre en lumière les "valeurs"

instrumentales et expressives en jeu dans le contenu des entrevues recueillies avec l'intention de porter au jour l'insertion de la génération numérique dans la nouvelle économie.

L'analyse ainsi proposée conduit à l'hypothèse selon laquelle la précarité et la flexibilité dans l'orbite de la nouvelle économie "donneraient vie à des valeurs susceptibles d'avaliser la conception que se fait la génération numérique du travail et plus largement de la vie sous le signe de la "culture de l'éphémère" (Lipovetsky) en voie d'être conçue positivement dans leur esprit" (p. 88) comme en témoigne leur insertion professionnelle et sociale analysée en détail.

Sans qu'il n'y parût à l'origine, son mémoire de maîtrise a vite pris "valeur" réflexive pour Maxime Marcoux-Moisant au moment où lui-même pénètre dans le métier et entreprend sa propre insertion professionnelle et sociale.

¹ Voir Don Tapscott, *Growing up digital. The rise of the Net Generation*, Toronto, McGraw-Hill, 1998.

² Maxime Marcoux-Moisant, *Les valeurs de la génération numérique issues de leur insertion professionnelle et sociale dans la nouvelle économie*, mémoire de maîtrise, département de sociologie, Université de Montréal, novembre 2004. Le travail de cet étudiant a été réalisé au sein d'une équipe composée également de Caroline Dawson et de Bjerk Ellefsen. On comprendra que mon propos sur le mémoire de Maxime Marcoux-Moisant concerne évidemment les recherches de ces deux autres étudiants.

³ Mémoire de Jean-Philippe Warren destiné à la préparation des notes liées à ce thème.

⁴ André Gorz, *Les dissidents du numérique*, Paris, Galilée, 2003.

Que diable viennent-ils faire dans cette galère ?

Micheline Milot,
UQAM

Leurs parents et leurs professeurs ont fait, pour la plupart, une « croix » sur la religion. Eux-mêmes se souviennent vaguement être déjà entrés dans une église. Mais non, ils ne sont pas des born-again de la religion. Pour la vingtaine de jeunes sociologues qui, depuis les dernières années, ont choisi d'effectuer leur mémoire ou leur thèse en sociologie des religions sous ma direction, les préoccupations intellectuelles s'inscrivent nettement dans les grands axes de réflexion et de questionnement sur la société actuelle : quel type de citoyenneté peut surgir de la pluralité des valeurs qui n'ont d'autre fondement que la force des convictions ? Jusqu'où l'État laïque peut-il reconnaître les revendications identitaires au nom de la liberté

de conscience et de religion, sans mettre en péril les valeurs démocratiques et la cohésion sociale ? Mais également, quelle est la part qui revient au facteur religieux (c'est-à-dire aux croyances non démontrables, non falsifiables) dans la compréhension des faits sociaux aussi variés que le suicide des jeunes, les conflits géopolitiques, la montée du conservatisme moral et politique ou les processus de reconstruction identitaire et communautaire dans les sociétés les plus affectées par la mondialisation de l'économie ?

Les objets de recherche se définissent, on le perçoit, selon deux grandes perspectives qui rejoignent, plus ou moins consciemment, les intuitions profondes de Durkheim et Weber, reprises de diverses manières par des théoriciens comme Luhmann, Freitag, Habermas, Rawls, Gauchet, Hervieu-Léger, etc.

Est-il besoin de rappeler que ni Durkheim ni Weber ne réduisaient la religion à l'une de ses formes historiques : la fin du pouvoir englobant des Églises ou le désenchantement du monde ne sonnaient pas le glas du rôle social et politique des convictions. Dans cette foulée, nos jeunes sociologues intéressés par la question du religieux ne postulent pas que Dieu puisse être une force sociale agissante, fusse-il évoqué sur les billets de banque américains, par le Président G. W. Bush en toutes circonstances ou par les islamistes radicaux. Certains sont préoccupés par la dimension collective de la société et la dissolution de sa valeur « transcendante » pour les individus et l'ensemble des institutions. D'autres veulent comprendre le rôle que jouent les choix de valeurs et de convictions dans l'orientation de l'action personnelle, sociale, politique et économique.

En cela, les jeunes de la relève en sociologie des religions se distancient de manière significative de certains chemins battus depuis quelques décennies. Ainsi, la perspective marxiste, dont ils décèlent subtilement l'embourgeoisement savamment nié qui examinait avec condescendance le pauvre peuple endormi par son opium, ne présente plus aucun attrait. Les perspectives de type phénoméno-théologiques selon lesquelles la religion et le sacré sont partout, du stade sportif aux manifestations altermondialistes, ne leur paraissent fournir

aucun outil analytique. On remarque également que les évaluations historiques qui ont, pendant toute une génération, tenu lieu de concepts analytiques, telles la « Grande Noirceur » ou la « Théocratie », sont replacées dans le cadre d'un récit historique avec plus de nuances, fruits de la comparaison avec d'autres sociétés apparentées. Tout ceci non pas par méconnaissance ou amnésie scientifiques, mais en vertu d'une expérience différente de la vie en société, d'un regard neuf posé sur l'histoire, avec en moins le ressentiment d'une génération

qui voulut tout balancer ce qui avait une connotation traditionnelle. Il faut reconnaître que l'expérience personnelle de « trop-plein-religieux » de leurs prédécesseurs semble avoir obéré fortement le discours analytique sur la religion...et la relève dans ce domaine. On assiste déjà, plus sereinement, au retour du balancier.

Chercher les tendances, c'est déjà chercher dans la mauvaise direction

Michel Freitag,
UQAM

Voici ma réponse à la demande de participation à une enquête sur la « situation de la relève en sociologie au Québec ». Comme il est souligné dans l'invitation, c'est "pour la bonne cause", même si la formulation des questions auxquelles il nous est suggéré de répondre me paraît avoir déjà été contaminée par la langue de bois de la "mauvaise cause" à laquelle il faudrait répondre ou résister. Je m'explique.

Pour moi, la "mauvaise cause" c'est, pour aller vite, le modèle "américain" ou "opérationnaliste" de l'enseignement, de la formation et de la recherche dont Camille Limoges, Yves Gingras et alii., se sont fait les champions au Québec, d'une manière dogmatique mais ô comment efficace aussi bien sur le plan idéologique que sur le plan institutionnel, ou plutôt organisationnel et systémique. En fait, ils ont officiellement mis la main sur l'institution de l'enseignement supérieur, sur la définition de ses finalités et sur ses modalités de reproduction - via ses conditions de financement et de gestion - en la transformant au moins idéologiquement - question de justifier le détournement du financement vers la recherche - en un système de production de savoirs opérationnels². Ils se sont en même temps faits les avocats du démantèlement de l'autonomie institutionnelle de l'université (la "tour d'ivoire") et de son caractère public dans le cadre de l'idéologie du partenariat (le "PPP" néolibéral), de la "rentabilité", de la "satisfaction de la demande sociale" et du "service aux usagers"³.

Ce qui motive ma réponse, cependant, c'est que l'argument "épistémologique" pragmatique, ou post-khunenien, qui est invoqué pour justifier ce *re-engineering* radical de l'éducation supérieure - et qui est plus pervers dans les sciences sociales - est purement empirique: « c'est la tendance, et il faut suivre la tendance! », alors que tout l'argent de la recherche et tous les organismes de "gestion de la recherche" sont mobilisés de manière purement stratégique pour produire précisément cette "tendance-là" (cette *Gleichschaltung*). On a rarement vu *self fulfilling* prophétie mieux orchestrée, planifiée et organisée, et on ne peut éviter de rapprocher les moyens de pression, de contrôle et de séduction qu'elle utilise de certains modèles (historiques ou littéraires) qui servent de référence à la définition du concept

sociologique de totalitarisme. Or, c'est à cette prétention d'objectivisme empirique que je me propose de répondre, en montrant que la réalité n'appartient pas encore tout entière à la tendance invoquée, et en soulignant que cette réalité "résistante" s'est maintenue et a prospéré malgré que le système, à mesure qu'il s'imposait, n'ait renoncé à aucun moyen pour lui "mettre les bâtons dans les roues", détruire sa légitimité et à en saper l'attraction auprès des étudiants (j'aurais des exemples forts à citer, tirés de mon expérience personnelle).

Ma réponse, que je considère comme une contribution à la "bonne cause", comportera donc deux volets, quantitatif et qualitatif. Le côté quantitatif figure sur la liste des directions de mémoires et de thèse que j'ai assumées au cours de mes trente ans d'enseignement à l'UQAM (où je n'ai jamais fait de "recherche", puisque je n'ai pas été subventionné, ou si peu, comme par accident; et la formation supérieure à laquelle je participais a toujours intégralement fait partie pour moi de mon enseignement - mais on n'ose plus parler ainsi désormais, c'est dinosaurien et, bien sûr, contre le progrès). J'aurais mis cette liste en annexe si le directeur de ce numéro l'avait bien voulu; à défaut, je me contente ici d'en tirer les chiffres qui me semblent pertinents en ce qui concerne ma participation à la formation de cette relève dont il est question:

Pendant mes trente ans de carrière à l'UQAM (mais en réalité durant les vingt dernières, vu la monopolisation de la maîtrise, durant de longues années, par ceux qui en avaient élaboré le projet, et le retard de l'implantation du doctorat en sociologie), j'ai assumé - de 1980 jusqu'en 2004 - la direction de **15 doctorats** et de **43 maîtrises** (parfois en codirection), en ne comptant que les étudiants **qui ont abouti à une soutenance et obtenu un diplôme**. Et puisqu'il s'agit de "relève", je précise que parmi tous ces diplômés, **23 ont fait carrière dans l'enseignement universitaire**, et au moins **une dizaine dans l'enseignement collégial** (mais je précise que j'ai perdu de vue plusieurs étudiants de maîtrise, dont certains ont sans doute aussi rejoint l'enseignement collégial). Quelques autres étudiants ont aussi à ma connaissance abouti dans la "recherche", qu'elle soit universitaire (recherche postdoctorale) ou publique (statistique Canada, Ministère du revenu, Cirque du Soleil), ou encore dans la "création" (danse, cirque). J'ai aussi tenu compte, dans mes dossiers, des

"abandons" (soit définitifs, soit par transit à d'autres formations). J'en relève 4 au doctorat (plus 3 potentiels) et 7 en maîtrise (plus un décès). Ceux-ci s'ajoutent aux chiffres des diplômés donnés ci-dessus, et ils permettent d'établir que **le taux d'abandon** des étudiants inscrits sous ma direction se situe entre **19% et 23 %** (d'où se déduit inversement **un taux de rétention entre 77% et 81%**). Dans les chiffres (et les jérémiades) officiels, le taux d'abandon moyen dans les études de maîtrise et de doctorat en sociologie se situerait plutôt autour de 50%!⁵

Sur le versant qualitatif, la première chose que je dois dire - relativement aux questions posées ou suggérées - c'est que les objets de recherche vers l'étude desquels j'ai orienté, puis dirigé, la grande majorité de mes étudiants n'ont rien de "nouveau", ni comme objets, ni par les méthodes de leur analyse ou de leur étude. Par contre, l'apport théorique que ces recherches apportaient était original, et peut-être novateur. J'ai toujours privilégié une approche théorique au sens que c'est le mode de théorisation de la réalité lui-même qui représentait l'objet premier de la "recherche", c'est-à-dire de la réflexion et du travail sur lequel elle s'appuie. J'en donne juste quelques exemples pour illustrer ce point : une thèse a porté sur la mutation de la famille dans la société contemporaine, relativement à ce que la sociologie peut dire, théoriquement et conceptuellement, des modèles "modernes" et "traditionnels" de la famille. Une autre avait pour objet la mutation du concept (et donc de la réalité) du travail. Une autre porte de la même manière sur les médias et les technologies de communication, une autre encore sur l'amour. La prochaine thèse, à être déposée en décembre 2004, étudie la portée idéologique et sociopolitique des projets d'allocation universelle, dans le cours général d'une dissolution du politique dans des régulations éthico-procédurales qui n'ont d'autre référence que les sujets individuels et leurs "droits", ce qui laisse à l'économie le champ libre pour assumer l'essentiel de la régulation sociale et surtout sociétale. D'autres thèses ont été au contraire dirigées vers l'interprétation des grands auteurs de la tradition sociologique ou philosophique, dans la perspective d'une "histoire critique de la pensée" qui est en elle-même significative des transformations de fond de la société.

De cette approche systématiquement théorique et généraliste, il découle trois

choses: 1. D'abord que les sujets étaient généralement choisis en raison de leur importance pour la compréhension critique des mutations qui affectent les sociétés contemporaines et du même coup, les manières de les appréhender et de les penser. 2. Que le choix du sujet revenait toujours d'abord à l'étudiant, en fonction de ses intérêts, de ses compétences, de ses engagements. 3. Que les méthodes (ou démarches, ou problématiques, etc., en autant qu'il ne s'agit jamais de "programmes") d'analyse et d'étude restaient toujours ouvertes par définition - variant en fonction des sujets traités - mais qu'elle comportaient aussi toujours une forte exigence de compréhension historique et théorique à caractère synthétique, qui avait recours aux ressources et capacités classiques des "humanités" et donc à des références littéraires aussi bien que factuelles très largement pluridisciplinaires et transdisciplinaires: la sociologie bien sûr, mais aussi la philosophie, l'histoire, la science politique et l'économie, parfois la psychanalyse et les études littéraires. Ceci est pour moi justifié par le fait que la sociologie est une science *humaine* et une science *sociale générale*, qui possède une vocation de synthèse à l'égard des disciplines plus spécialisées, et ceci parce qu'elle est en sa nature même, épistémologiquement, une **discipline compréhensive et critique** qui s'inscrit comme telle dans la vie sociale et dans son orientation non seulement cognitive, mais aussi normative et expressive. Je n'écrirai pas ici un traité sur ces questions; je l'ai déjà fait.

Ce sur quoi je veux insister par contre, c'est que cette orientation (théorique, généraliste, compréhensive et critique) est **précisément celle qui a attiré vers moi des étudiants**, et souvent parmi les meilleurs étudiants de sociologie. Elle a aussi attiré vers la sociologie des étudiants qui s'étaient d'abord inscrits en philosophie, en science politique, en histoire, en communication, en travail social. Et il me faut insister tout aussi fortement sur le fait que je **n'étais pas seul** au département à suivre une telle orientation et à y entraîner les étudiants. C'est la présence relativement forte de cette orientation "généraliste" au département de sociologie de l'UQAM - et non pas l'attrait des spécialités qui servaient d'objets d'études aux groupes de recherche subventionnés - qui a

toujours joué un rôle déterminant dans le choix des étudiants qui s'y inscrivaient, dans la qualité des études qu'ils y faisaient, et dans la persévérance qu'ils manifestaient dans leur travail¹. Et je pense aussi que c'est la même orientation, ainsi que les "compétences" qui lui correspondent, qui ont été les plus déterminantes pour leur succès professionnel après les études. Il faut donc arrêter de nous conter des somettes, qui sont en réalité de grossiers mensonges, en invoquant de soi-disantes tendances objectives qui ne sont que des prétextes à l'aliénation, à la rédition idéologique et *disciplinaire*, et à la déliquescence intellectuelle. C'est le temps de dire : maintenant ça suffit!

Est-ce à dire que cela suffit comme réponse?

Non, car il me faut conclure avec un mot sur la «pertinence par rapport au contexte historique dans lequel nous vivons». Ce contexte, c'est celui d'une crise profonde des sociétés et des formes de socialisation (crise de civilisation) qui va de pair avec l'extraordinaire déploiement des régulations systémiques (comme celles du "marché" et des décisions régies par la spéculation) et avec l'épanouissement sans frein des technologies de toutes sortes, bref ce que désigne indistinctement le concept de globalisation. La portée de cette mutation en cours - mais nullement finale, fatale et irréversible, faut-il espérer - est incalculable (au sens propre) sur le plan humain (humaniste), social et environnemental, et elle possède en sa forme même un caractère aveugle et irréfléchi. L'orientation que j'ai favorisée dans mes directions de thèses et de mémoires visait à développer les outils d'une réflexion critique - ce qui a toujours été la finalité des sciences sociales classiques, alors que la tendance alternative, fonctionnelle-opérationnelle, qu'on veut nous imposer et nous faire avaler, consiste au contraire à participer tête baissée à ce mouvement en lui inféodant directement toutes les activités de formation et de recherche. Cela est dit en toutes lettres dans les pamphlets et les programmes qui font la promotion de cette "réforme" et en imposent l'implantation à tous les niveaux et dans toutes les instances universitaires.

Alors voilà, pour notre bonne cause!

P.S. J'ai mis l'accent sur l'aspect quantitatif de la formation de la relève puisqu'il est essentiel dans l'argumentation du parti opposé, qui ne fait qu'invoquer la "tendance". Or cet aspect n'est significatif qu'en regard des données générales, aussi j'ai demandé au Département de sociologie de l'UQAM de m'indiquer le nombre des étudiants qui y avaient diplômés, depuis sa création en 1969-1970. Malgré tous les débats sur les taux de rétention et sur la productivité (et donc les chiffres qu'il a fallu invoquer pour le renouvellement de notre accréditation dans les programmes d'études avancées, et malgré les centaines d'heures professorales qui ont été dépensées dans les comités et les commissions qui ont planché sur la question, aucun chiffre n'était disponible au département et j'ai dû m'adresser au régistariat de l'université, ainsi qu'au décanat des études avancées. Selon leurs chiffres, ma quote-part se situe entre 1/8 (au doctorat) et 1/10 (à la maîtrise). C'est dire que j'ai assuré une part non négligeable, pour dire le moins, de ce qu'on nomme désormais la "formation - ou la production - des chercheurs" du département, ceci sur une trentaine de professeur(e)s-chercheur(e)s, dont une petite dizaine ont en outre "produits" également au moins une dizaine de millions de subventions au cours des dix ou douze dernières années. Mais ce que j'ai réalisé en terme de formation ne compte pas ni matériellement ni statistiquement, puisque je n'ai fait que soustraire des ressources au procès de la production sociale du savoir, pour les dilapider dans les nuages.

¹Voir Gilles Gagné (dir.), *Main basse sur l'éducation*, Québec, Nota Bene, 1999.

²On peut douter en effet que les savoirs en question soient de réels savoirs et qu'ils soient opérationnels, surtout dans les sciences humaines. Ce qui compte avant tout, c'est l'élimination stratégique, politique, organisationnelle, de la réflexion critique. Individuellement, ce qui compte pour plusieurs c'est simplement de prendre une revanche, et pour le système, d'occuper la place.

³Je n'insiste pas, il n'y a qu'à lire là-dessus l'article de Gilles Gagné dans le dernier numéro de *Société* (No. 24-25, nov. 2004).

⁴Le second chiffre tient compte des étudiants que je dirige encore actuellement, dans ma retraite.

⁵Il faudrait apporter une légère correction à ces chiffres pour tenir compte du fait que 6 étudiants ont fait sous ma direction successivement leur mémoire et leur thèse, et donc que le total nominal des étudiants que j'ai dirigés est de 52 et non de 58. Mais cela ne fait qu'augmenter la proportion des étudiants qui se sont engagés ensuite dans l'enseignement universitaire et collégial (la "relève"), et ne change rien aux taux de rétention en maîtrise et en doctorat, qui sont toujours établis séparément.

⁶Ceci est en partie du *wishfull thinking* bien sûr (puisque je ne connais pas tous les étudiants) et que je lis encore moins tous les mémoires et toutes les thèses (Dieu m'en garde!). Mais le jugement que je peux porter s'appuie cependant sur le fait qu'en dehors de l'encadrement, j'ai toujours donné des cours, ateliers et séminaire généraux en baccalauréat, maîtrise et doctorat, où je voyais passer une part importante des cohortes étudiantes, et parfois l'ensemble de la cohorte annuelle, surtout en maîtrise. Cela me permet de porter un jugement qualitatif selon mes propres critères de l'"excellence" intellectuelle et sociologique, des critères qui sont relativement confirmés par le succès de mes étudiants dans l'engagement des enseignants.

Du «cheap labour» à la participation à un programme de recherche : le choix du sujet de thèse

Madeleine Gauthier,

INRS Urbanisation, Culture et Société ■

Depuis que je sais de quoi il en retourne lorsqu'il s'agit de choisir un sujet de thèse, le virage en fut un à 180°. Au moment de mes propres études, il n'était pas rare d'entendre dire, lorsqu'un professeur se risquait à suggérer un sujet de thèse qui se rapprochait de ses propres travaux, qu'il s'agissait de «cheap labour». Il ne fallait surtout pas se rattacher à un projet de recherche en cours : la thèse devait être originale et faire la démonstration de l'autonomie de l'étudiant.

L'orientation et l'importance que la recherche a prise depuis quelques décennies en milieu universitaire sont telles que les thèses en sciences sociales et humaines – comme c'était déjà la tradition en sciences naturelles et génie – s'inscrivent de plus en plus souvent dans le cadre d'un vaste programme de recherche. La thèse en constitue un élément. Cela représente plusieurs avantages pour l'étudiant dont ceux de bénéficier d'un complément à sa bourse de doctorat. Mais, plus encore, l'obligation de s'astreindre à un échéancier tout comme la possibilité de participer aux activités d'un réseau de

chercheurs permettent d'accélérer le dernier exercice obligatoire dans la formation académique. L'inscription dans un programme de recherche et l'insertion dans une équipe de chercheurs impliquent en effet de devoir soumettre régulièrement l'état d'avancement de ses travaux, de les discuter, de les présenter dans des colloques, d'en faire des articles et d'en voir même les retombées sociales.

Dans ce contexte, la thèse est beaucoup plus qu'un exercice individuel d'apprentissage de la recherche, mais l'apprentissage du métier de chercheur qui comporte aujourd'hui une discipline de travail de groupe et l'acceptation de règles externes dont on peut difficilement faire l'économie lorsqu'on envisage une carrière de professeur d'université ou de chercheur.

Les étudiants d'aujourd'hui qui entrent dans cette voie seront-ils moins autonomes pour autant? Les thésards étaient-ils plus autonomes lorsqu'ils s'alignaient sur les maîtres d'une époque : thèse sur les quartiers urbains, le milieu rural ou l'éducation dans les années 50, sur les idéologies dans les années 60, sur le prolétariat, les classes sociales et la critique de la technocratie dans les années 70 et 80, sur la post-modernité dans les années 90, et ainsi de

suite?

Les manières de faire changent, les organismes subventionnaires s'immiscent entre les gourous et les étudiants pour imposer leurs règles, mais les thèmes sont toujours inspirés par l'intérêt de l'heure des professeurs qui plaisent ou qui véhiculent une manière de penser qui fait école, que ces professeurs soient des «tireurs solitaires» ou des chefs d'équipe. Comment pourrait-il en être autrement, le rapport entre le directeur ou la directrice de thèse et l'étudiant ou l'étudiante pourrait-il se maintenir pendant de si longues années s'il n'existait pas une certaine connivence?

Heureux sont les étudiants qui, en plus de choisir un directeur de thèse pour ses idées qui plaisent, se retrouvent aussi avec un pédagogue. L'autonomie en recherche, cela s'apprend, peu importe le thème et la méthode pour le développer. Tant mieux pour ceux qui peuvent déjà s'inscrire dans un réseau de chercheurs, ils auront une avance sur ces «autonomes» qui mettent des années à produire leur chef-d'œuvre ... quand ils réussissent à le terminer.

La sociologie et l'environnement : la contribution de la jeune génération

Louis Guay,

Université Laval ■

On apprend dans les premiers cours d'histoire de la pensée que la sociologie s'est construite en opposition avec d'autres disciplines comme l'économie et la psychologie. Elle s'est aussi bâtie en prenant ses distances face au modèle d'explication biologique et, danger plus grave encore, en critiquant le darwinisme social montant. Or, en procédant ainsi, la sociologie a un peu délaissé – euphémisme poli – les rapports humains et sociaux à la nature. La nature, qui a parfois intéressé les sociologues, s'est limitée aux ressources exploitées et à l'espace au sein duquel se forment les rapports sociaux.

L'École de Chicago a tenté d'établir, au sein de la sociologie, un pont épistémologique entre la nature et les sociétés humaines, en fondant un courant de pensée baptisé «écologie humaine». Celui-ci n'a pas toujours été un franc succès. Trop métaphorique et analogique, trop empirique ou trop claquée sur l'importation de concepts en provenance de l'écologie biologique pour décrire des processus somme toute économiques, comme concurrence, invasion, dominance et succession, cette écologie humaine est rapidement tombée en discrédit. Et pourtant, elle a innové et lancé l'intérêt pour l'espace, la nature, ses ressources et contraintes. Ce qu'on en retient aujourd'hui, c'est davantage l'analyse quantitative et spatiale des processus sociaux qu'une véritable perspective socio-environnementale.

Il a fallu attendre l'émergence des mouvements sociaux environnementaux dans les années 1960 pour que la sociologie se mette à intégrer dans son champ d'analyse les rapports humains à la nature. Ceux-ci étant devenus problématiques – ce que capte bien le terme environnement, comme nature transformée et aménagée par la main humaine et la force des processus sociaux –, la sociologie s'est interrogée sur leur rôle sur la scène sociale. Les sociologues ont étudié les organisations écologistes, les idées qu'elles mettent de l'avant, les succès et insuccès de leurs entreprises; ils se sont aussi intéressés aux attitudes et valeurs écologiques montantes, fondements de l'action écologiste revendicatrice.

Les recherches se sont multipliées et ont pris quelques grandes directions qu'on peut résumer en macro, méso et micro analyses. Au plan macro, ce qui a dominé, c'est l'économie (ou écologie) politique de la transformation de l'environnement par les décisions des grands acteurs sociaux comme l'industrie et l'état et la force des systèmes sociaux comme le capitalisme. Au plan méso, on s'est intéressé aux institutions nouvelles créées et construites socialement pour tenir compte des problèmes écologiques et des contraintes environnementales. Enfin, l'analyse microsociologique s'est préoccupée de la manière dont naissent et évoluent les controverses socio-environnementales mettant en scène une pluralité d'acteurs sociaux, individuels et collectifs.

Du point de vue théorique, deux perspectives ont dominé : la thèse de la

modernisation écologique qui repose sur l'idée que les sociétés contemporaines sont confrontées à des problèmes d'une autre nature – sans jeu de mots – qui exigent qu'elles se lancent dans une nouvelle phase de la modernité. Elles doivent dorénavant rationaliser leur rapport à la nature sur des bases éthiques, épistémiques et politiques nouvelles. Cette thèse est ambitieuse et cherche à comprendre et expliquer des processus sociaux à l'œuvre, mais elle comporte aussi une part normative. La seconde perspective, qui a fait couler beaucoup d'encre parmi les sociologues de l'environnement, a opposé les constructivistes aux réalistes. Pour les constructivistes, les problèmes d'environnement sont des constructions sociales au même titre que les autres problèmes sociaux ou de société. Pour les tenants de cette approche, il n'a pas lieu d'adopter de méthodes différentes dans l'analyse des problèmes d'environnement. De plus, s'inspirant de la sociologie des sciences, les partisans de cette approche énoncent que les faits d'environnement sont un peu comme les faits scientifiques, construits par l'interaction entre acteurs sociaux. Cela ne veut pas dire que les problèmes écologiques sont, comme la critique réaliste le pense, construits de toutes pièces par les acteurs sociaux, mais que l'environnement, comme la nature des physiciens, ne nous parle pas directement, ne s'impose pas à nous comme problème, mais résulte de la prise de conscience humaine d'une situation qui est jugée critique ou problématique sur laquelle il faut s'entendre pour agir.

Cette double tradition – niveaux d'analyse et perspectives théoriques – a donné lieu à des travaux de recherche riches et variés. Sophie Hamel-Dufour a, dans un mémoire de maîtrise, tenté de saisir le discours des industriels sur les changements climatiques. Elle s'est inspirée de la thèse de la modernisation écologique pour montrer qu'on commence à assister à un changement de cap dans le discours des industriels sur les changements climatiques et sur l'environnement en général. Ce changement n'est pas encore parfaitement accompli et ne se fait pas chez tous les industriels, mais ils sont de plus en plus nombreux à vouloir faire le pari du développement durable.

Martin Vachon vient de terminer une thèse de doctorat sur la gestion de l'eau par bassin versant. Il a pris, comme exemple et comme point d'entrée sur le sujet, l'expérience du COBARIC, comité de bassin mis sur pied par le gouvernement provincial à titre d'expérience pilote dans le bassin de la rivière Chaudière, bassin révélateur de conflits d'usage de l'eau et des activités ayant un impact sur la qualité de l'eau. Adoptant une perspective socioconstructiviste, il a montré comment les acteurs locaux structurent, de manière stratégique, leurs actions en relation avec les autres acteurs et tentent de gagner du terrain sur les autres dans leurs négociations. Sa thèse utilise une diversité de méthodes de recherche, mais surtout de perspectives d'analyse. L'analyse stratégique côtoie le constructivisme, l'analyse institutionnelle (ou méso) complète des entretiens sur les interactions microsociales.

Un autre recherche sur l'eau, dans une région où son utilisation pose actuellement problème, est menée par Marie-Pierre Dagenais, qui étudie un conflit socio-environnemental qui couve déjà, mais qui risque de s'envenimer dans le bassin versant de la rivière Châteauguay. L'étude fait appel aux

représentations sociales de l'eau et au débat public sur sa gestion locale.

Une autre controverse socio-environnementale est abordée par Benjamin Denis. Prenant comme point de départ le film *L'erreur boréale*, l'auteur étudie les réactions qui ont suivi la présentation du film, les enjeux qui ont éclaté et les intérêts qui se sont manifestés. Cette controverse met en scène une diversité d'acteurs qui s'affrontent sur plusieurs plans : cognitifs, économiques, politiques et éthiques.

La participation publique à la gestion (ou gouvernance) de l'environnement est, à la suite des lois sur l'environnement et de la création d'audiences publiques sur les impacts environnementaux des projets, un champ d'étude qui s'est beaucoup développé. L'environnement s'est approprié la participation publique, comme l'aménagement du territoire en avait été le premier terrain d'émergence. Après une recherche de maîtrise sur les valeurs des membres d'une collectivité locale à l'égard la forêt et de sa gestion, Catherine Martineau-Delisle se penche maintenant sur les mécanismes de consultation publique dans la gestion forestière qui ont connu un considérable essor depuis une douzaine d'années. Elle étudie cette grande variété de mécanismes et de processus, intégrant avec le temps une diversité d'acteurs insoupçonnée. Elle se demande aussi quels sont les effets, ou les impacts, de la participation publique sur les décisions en matière forestière, sur les processus de consultation et, surtout, sur les participants eux-mêmes. Elle s'interroge sur ce que les participants apprennent, sur les connaissances et compétences qu'ils acquièrent en cours de processus. Pour sa part, Jean-François Fortier, toujours dans le cadre de ces consultations publiques, fait porter son regard sur la participation (et la non-participation) autochtone à la politique et gestion forestières, se demandant pourquoi les autochtones participent peu et,

quand ils participent, en quoi leur présence contribue à l'élaboration de principes plus respectueux des réalités autochtones.

Les aires protégées sont des mesures visant à mieux protéger l'environnement. Le processus sociopolitique qui conduit à leur création et à leur mise sur pied est d'un grand intérêt sociologique, car il montre les interactions, conflictuelles et coopératives, entre acteurs et institutions. L'élaboration de normes et de règles de conduite résulte de décisions et négociations sociales complexes. Deux recherches de doctorat méritent d'être citées. Fabio Ferreira étudie l'impact sur une collectivité locale de la politique nationale brésilienne de création de zones d'exploitation contrôlée, visant à la fois à empêcher la dégradation de l'environnement, mais aussi à fournir aux collectivités locales des occasions et des moyens de développement durable. Il s'intéresse notamment à la manière dont les acteurs locaux se construisent un capital social pour s'adapter à des changements environnementaux locaux. Sophie Hamel-Dufour regarde, dans sa thèse, les pratiques de création des aires protégées au Canada, en examinant notamment comment Parcs Canada est amené à redéfinir ses pratiques de gestion (ou de gouvernance) à la lumière de la Convention sur la diversité biologique et de la nécessité de faire participer le public à l'orientation de sa politique et de ses plans de gestion des parcs nationaux.

Ces exemples sont un aperçu de la diversité des recherches en sociologie de l'environnement. Ces travaux s'appuient tous sur une analyse de terrain approfondie, mais aussi sur de solides bases théoriques. Ils puisent à un large éventail de principes et de méthodes sociologiques, qu'ils combinent souvent de manière novatrice. Enfin, ils participent aux débats théoriques qui marquent la sociologie de l'environnement, notamment la thèse de la modernisation écologique et le socioconstructivisme.

Égalité ou quête identitaire : de nouveaux défis pour les études féministes

Francine Descarries,
UQAM

Partie prenante d'un mouvement social majeur et de ses enjeux, les études féministes s'inscrivent dans l'univers des sciences de l'Homme en tant que démarche critique et problématique de changement. Elles visent une transformation en profondeur des rapports sociaux de sexe, comme de la façon de les penser, de les dire et de les agir. Champ pluridisciplinaire de production et de transmission des connaissances, elles s'expriment à travers de multiples voix et font appel à divers modèles théoriques et méthodologiques pour mettre en lumière et analyser les effets structurants des processus sociaux sexués qui traversent toutes les dimensions du social. Aujourd'hui, les études féministes se présentent tour à tour sous la forme de :

- critique épistémologique des biais et stéréotypes sexistes à l'œuvre dans la production des savoirs scientifiques et sociaux ;

- démarches intellectuelles et scientifiques pour déconstruire les modèles théoriques dominants proposés, pour penser et dire les femmes afin d'échapper certes à leur cécité androcentriste et à la distorsion de leurs interprétations, mais surtout afin d'imposer le sexe/genre comme catégorie critique d'analyse : et
- perspective méthodologique pour faire place à la parole et aux expériences des femmes, et favoriser l'établissement d'une base d'échanges démocratiques et complémentaires des savoirs.

Elles sont également :

- écriture littéraire et expressions artistiques pour échapper à l'effacement, à l'enfermement et à l'exclusion du langage et des représentations sociales sexistes ;
- efforts de créativité pour soustraire les femmes de l'emprise de la re-naturalisation statique et univoque du féminin, de la maternité et de la sexualité dans laquelle le patriarcat les a

- confinées ; et enfin,
- analyses socio-politiques engagées en faveur d'un idéal de démocratie, de justice sociale et de transformation des institutions reproductrices de la division et de la hiérarchie entre les sexes, sinon de l'exclusion pure et simple des femmes.

Émergeant d'abord de quelques milieux disciplinaires et théoriques précis - histoire, sociologie et intervention sociale - les études féministes québécoises se sont progressivement étendues à d'autres champs disciplinaires - études littéraires, philosophie, sciences politiques, etc. Les nouveaux savoirs qui en résultent portent de plus en plus la marque de la diversité des lieux disciplinaires, théoriques et sociopolitiques de leur production et celle des filiations, comme des ruptures qui les lient ou les opposent aux différents courants contemporains de pensée. Au fil des ans, les chercheuses féministes ont ainsi réussi à dépasser les intentions de dénonciation ou de

collecte de données sur les femmes qui ont été au cœur des premiers travaux féministes. En inscrivant les expériences des femmes au cœur de leurs démarches conceptuelle et empirique, en introduisant le sexe/genre comme catégorie sociologique critique, elles sont parvenues, à remettre en question l'androcentrisme des sciences sociales et à proposer, au fil des ans, une réflexion de plus en plus globale sur les rapports sociaux de sexe en tant que produit d'une construction symbolique et sociale et système, parmi d'autres, autour duquel s'organise, se structure et se reproduit l'ensemble des rapports sociaux. De même, elles ont favorisé le développement de différentes approches méthodologiques pour faire place à la parole des femmes et à leurs réalités.

Les enjeux qui confrontent l'actuel développement des études féministes sont nombreux et de divers ordres : théorique, éthique, conjoncturel, pragmatique et stratégique. Ces enjeux questionnent la capacité des études féministes à maintenir le caractère

subversif de leur ancrage dans l'analyse des rapports sociaux de sexe comme dans celle d'un "Nous femmes", tout en faisant place à une vision plus complexe et actualisée des expériences plurielles, sérielles ou simultanées des femmes et des écarts qui se creusent entre elles. D'un point de vue sociologique, se pose dès lors la nécessité d'offrir un modèle ou des modèles d'interprétation qui tiennent compte, d'une part, de l'autonomie du patriarcat comme système social possédant sa propre logique et dynamique de construction des rapports sociaux de sexes et des identités féminine et masculine : logique et dynamique qui, il va sans dire, se transforment au gré des conjonctures et des espaces géopolitiques dans lesquels il se déploie. Et, d'autre part, de l'interdépendance du patriarcat et de sa relation symbiotique avec les autres facteurs sociaux de division et de hiérarchie (race, classe, colonialisme, orientation sexuelle, ...) qui autorisent et légitiment l'inégale distribution des ressources et des richesses.

Dans un continuum dont la complexité

mais aussi la richesse découlent de la diversité et de l'interrelation des perspectives adoptées, ainsi que des oppositions observées entre celles-ci, plusieurs dossiers sont actuellement en débat au sein des études féministes. Parmi ceux-ci nommons ceux des nouvelles configurations du discours féministe et des métamorphoses que subissent ses propositions théoriques et stratégiques, de la prostitution et/ou travail du sexe, de la place et du sens de la différence et de la maternité, de la parité, de la reconnaissance économique du travail de soins, des nouvelles technologies de la reproduction, de l'homoparentalité, de l'économie sociale, des effets de la mondialisation pour les femmes, alors même que la définition et l'existence même du concept « femme » sont remises en cause par certaines intellectuelles associées au courant postmoderne.

Comment font les étudiants de sociologie pour faire de la sociologie?

Gilles Gagné,
Université Laval

Plutôt que de me demander sur quoi travaillent les étudiants de sociologie qui sont couramment inscrits dans un programme de maîtrise ou de doctorat, je vais commencer par examiner sommairement dans quelles conditions se font les mémoires et les thèses par les temps qui courent.

Nous sommes, comme chacun le sait très bien depuis deux ans et demi, environ, dans une économie du savoir. Fondée sur la recherche universitaire, la révolution dont est sortie cette économie exige maintenant, pour se poursuivre harmonieusement, une profonde redéfinition de l'enseignement supérieur, en particulier à la maîtrise et au doctorat. Comme on le sait très bien, encore une fois, l'enseignement à ce niveau ne saurait avoir d'autre but que de favoriser l'intégration des clientèles universitaires aux processus de la recherche, c'est-à-dire de la recherche subventionnée. En retour, la recherche subventionnée ne pouvant être vraiment pertinente pour notre économie du savoir qu'à la condition d'être reliée aux organisations qui font des économies grâce au savoir, ce sont les enseignants qui abandonnent l'enseignement au profit de recherches menées en partenariat ou en association contractuelle avec lesdites organisations qui sont les mieux placés pour guider les apprentis vers un monde où l'on ne peut, comme le dit si bien le ministère, être initiés à la recherche en réseau que par la recherche en réseau (et à la cigarette que par la cigarette). Comme ces chercheurs ont des fonds abondants pour payer leurs étudiants le temps de leurs études, ces derniers, ayant ainsi de meilleures chances d'aller au bout de leurs études, sont aussi plus nombreux à s'intéresser aux paradigmes et aux corpus des professeurs « partenaires » (dont ils deviennent volontiers les « associés »). L'heure étant au branchement, il ne fait aucun doute qu'il faut se brancher sur les branchés.

N'est-ce pas?

Prenons un exemple que nous avons là sous la main, un exemple qui devrait illustrer à la perfection cette réalité. Durant l'année 2003-2004, il y avait à la Faculté des sciences sociales de l'Université Laval (qui regroupe sept départements et écoles) 162 professeurs qui ont, durant cette même année, vu 34 docteurs et 120 maîtres obtenir sous leur direction le diplôme qu'ils convoitaient. Les professeurs de sociologie, qui représentaient alors 9,8% du corps professoral facultaire (pendant que le département du même nom représentait 5,8% de l'ensemble des coûts salariaux de la Faculté selon les données du Service des ressources humaines) avaient mené à la diplomation 10 de ces 34 docteurs et 14 de ces 120 maîtres, soit respectivement, 29,4% et 11,6% de la « production » facultaire. Cette surreprésentation appréciable des professeurs de sociologie en matière de diplomation (qui se vérifie année après année depuis la fondation de la faculté) s'explique très certainement, comme chacun le sait et conformément à ce que nous avons vu plus haut, par leur forte présence dans le domaine de la recherche subventionnée contractuelle, partenariale et concertée.

N'est-ce pas?

Pour illustrer cela, prenons les données pour 2002, que nous avons sous la main. Bon. Elles ne vont pas dans le bon sens. Cela signifie sans doute que cet indicateur n'est pas valable. Car sur les treize millions de dollars de fonds de recherche recensés cette année-là à la faculté, les sociologues n'en tenaient que 2,8%! Cela n'est pas logique.

N'est-ce pas?

Il faudrait sans doute faire de plus grandes recherches pour expliquer vraiment la surreprésentation des sociologues en matière de diplômes et leur sous représentation, elle aussi durable, systématique et ancienne, en matière de fonds de recherche. Car la situation paraît encore plus bizarre si l'on ajoute que sur les 24 diplômés de sociologie dont on parlait tout à l'heure à titre d'exemple, 8 ont obtenu leur

diplôme sous la direction d'un professeur auquel on ne connaît pas de subventions, partenariales ou autres, alors que seule une petite minorité des 16 autres diplômés ont obtenu des quatre ou cinq professeurs les ayant dirigés un quelconque salaire de chercheur.

Comment expliquer qu'un mode de production de diplômés puisse ainsi donner l'impression d'aller si nettement à contresens du nouveau mode de production des connaissances dont nous parlions plus haut? Peut-être tout simplement par le fait que la réalité n'est pas encore au courant de la doctrine qui la concerne? Cela expliquerait le genre de désobéissance du réel que nous observons ici. Ou peut-être, plus simplement encore, par le fait que la sociologie est à Laval une discipline à rabais, faite pour des étudiants régionaux sous-doués qui n'ont pas à être à la hauteur des grandes tendances provinciales, nationales, mondiales et globales.

N'est-ce pas?

Oups! Voilà les données qui arrivent du secrétariat. Les étudiants du doctorat en sociologie de Laval ont obtenu depuis 4 ans 40% des bourses du CRSH en sciences sociales!

P.S. Si jamais on devait découvrir que ce qui précède signifie que les étudiants « ont tendance » à faire des études avec un professeur d'Université quand ils le peuvent et à s'associer à des chercheurs partenariaux seulement quand ils ne peuvent pas faire autrement, il suffirait pour régler ce problème de remettre toute les formes d'aide financière aux études dans les mains des centres de partenariat. C'est ce que semble avoir compris le CRSH.

Libertés à défendre

Christopher McAll,
Université de Montréal

On nous invite à participer à un exercice «simple»: faire état des préoccupations, intérêts, nouveaux objets de recherche des étudiants de maîtrise et de doctorat que nous côtoyons. Premier constat: je ne vois pas la simplicité de l'exercice. Malgré tout, et comme j'aurais pu le dire il y a quelques jours lors de mon retour dans mon pays natal, atterrissons dans le brouillard et allons voir si on peut dégager quelque chose. Ma propre arrivée en sociologie - après avoir passé à travers plusieurs autres disciplines - s'explique par la liberté que me donnait cette discipline de poser les questions que je souhaitais poser, une liberté que ni l'histoire, ni l'anthropologie, ni les études littéraires et linguistiques que j'avais connues auparavant ne semblaient m'accorder. Je vois cette même volonté de liberté chez les étudiants que je côtoie à la maîtrise et au doctorat en sociologie, que ce soit chez mes propres étudiants ou au séminaire de doctorat dont j'ai eu la responsabilité pendant quelques années.

À vrai dire, il s'agit de deux sortes de liberté: la liberté académique de déterminer soi-même son sujet de recherche et de l'explorer à sa façon, et la liberté accordée par la discipline

elle-même en termes de la formulation de son objet de recherche. Si ces deux types de liberté sont menacés par l'instrumentalisation de la recherche (et de la sociologie) dans une logique technocrate et par l'utilisation du travail des étudiants pour servir les intérêts de ceux qui les encadrent, je constate que les étudiants demeurent les premiers défenseurs de ces libertés. C'est l'obstination à vouloir défendre ces libertés et réaliser «leur» projet contre vents et marées que je retiens comme trait marquant des étudiants que j'ai encadrés. Il ne s'agit pas d'un entêtement aveugle mais d'un attachement profond à ce que sont l'université et la discipline. Si nous avons besoin d'une relève, c'est surtout dans le renouvellement de cet engagement qui s'autodétruit facilement avec la fatigue, le désabusement et le cynisme qui peuvent venir avec l'âge.

En défendant ces libertés, ce sont donc les jeunes qui défendent la discipline. Je ne peux donner que quelques exemples de cet engagement marqué par la volonté de passer outre des frontières établies, de multiplier les sources d'inspiration théorique au grand dam des écoles et des chapelles, de diversifier les approches méthodologiques et, dans certains cas à tout le moins, de poser les questions embêtantes que la grand-messe consensuelle

de notre temps nous empêche de poser. Voici des exemples de sujets de mémoire et de thèse sur lesquels ont travaillé mes étudiants depuis quelques années: les rapports entre cadres minoritaires en formation et l'État central en Chine; les violences collectives en Afrique; les droits linguistiques; les femmes engagées dans la lutte armée au Pérou et en Irlande du Nord; les jeunes Haïtiens et la protection de la jeunesse; la citoyenneté et les minorités aux États-Unis; les réfugiés palestiniens au Liban; la «nation» vue par les autochtones; la précarité et le sens du travail; l'Andalousie musulmane au XI^{ème} siècle; «race», ethnicité et nation chez Max Weber; la «construction» des attitudes à travers les sondages sur les relations ethniques; néo-libéralisme et recherche universitaire.

Ce qui les caractérise tous, c'est l'ouverture sur le monde et, dans certains cas, sur l'histoire, mais aussi l'entêtement, l'obstination, la persévérance, le refus de se faire imposer un modèle de mémoire ou de thèse à rabais ou une vision de la discipline qui la réduit à un fournisseur attiré de réponses à des questions posées par d'autres. Et si les plus aguerris d'entre nous défendaient ces libertés avec le même acharnement que nos étudiants...

Un mot de l'éditeur

(suite de la page 1)

Mêmes les thèses les plus abstraites et les plus épistémologiques se veulent enracinées dans une observation sérieuse et minutieuse de la réalité sociale. En troisième lieu, il semble que la volonté de recentrer l'analyse sociologique sur une expérience personnelle conduit les étudiant(e)s à privilégier des méthodes qualitatives ainsi que des thèmes liés aux questions de l'identité, de la constitution du sujet, de la construction des objets sociaux ou des représentations sociales, etc. En quatrième lieu, on retrouve dans les textes ici réunis une tension récurrente entre une analyse sociologique centrée autour de la recherche dite fondamentale (laquelle n'exclut aucunement des observations positives ou monographiques) et une analyse sociologique davantage tournée vers les problèmes sociaux à résoudre, recherche la plupart du temps instituée à l'intérieur des groupes et centres subventionnés. Les textes présentés dans ce numéro nous font souvenir d'une tension croissante entre deux visées de la recherche. La recherche subventionnée, orientée d'abord par les directeurs de projets et de centres, est devenue la rivale d'une recherche laissée à la discrétion des étudiants eux-mêmes. En sociologie, cette rivalité a beau avoir eu un impact plus limité, du moins jusqu'à maintenant, sur les études graduées des futurs maîtres et docteurs, on sent néanmoins dans ce numéro un clivage net entre deux conceptions de l'université, clivage qui va s'élargissant.

Les quelques contributions de ce

numéro ne sauraient, c'est entendu, prétendre épuiser la richesse de la relève étudiante en sociologie. Ces contributions ne représentent que quelques coups de sonde dans un univers autrement plus complexe et plus diversifié. Les auteurs parlent du point de vue qui est le leur; il ne leur viendrait jamais à l'idée de réaliser, avec si peu de moyens et en si peu de pages, un portrait complet des étudiants de maîtrise et de doctorat. Ce que la lecture de leurs textes nous apprend, c'est d'abord à quel point il est impossible de cerner dans toutes leurs nuances les sensibilités nouvelles qui émergent chez ceux et celles qui, à la maîtrise et au doctorat, à l'Université Laval, à l'Université de Montréal, à l'UQAM et à Concordia, s'acharnent, comme nous hier, à trouver réponses à leurs questions et espoirs à leurs doutes.

Marcel Fournier souligne, dans son texte, trois caractéristiques qui éloignent la génération des apprentis sociologues des années 1970 de celles d'aujourd'hui. Il y a, certes, nous le reconnaissons avec lui, un peu plus de bricolage dans la manière de construire l'objet d'analyse qu'il y a trente ans, à une époque où les étudiant(e)s s'enthousiasmaient pour les grandes généralisations historiques ou structurelles. D'un autre côté, et Marcel Fournier serait le premier à le reconnaître, on peut tout aussi bien être surpris par les continuités entre les postures des étudiant(e)s d'hier et ceux (celles) d'aujourd'hui. Le choix d'un objet de recherche continue à être lié à une volonté de spécialisation et d'intervention. Les choix théoriques ne sont pas moins qu'auparavant question de mode. Le choix de l'objet de recherche et du cadre théorique continue à subir l'influence du choix d'un directeur ou d'une directrice de thèse.

Faudrait-il donc dire *more of the same*? Oui et non. Oui, dans la mesure où la discipline sociologique appelle, comme au moment de sa fondation, à un questionnement qui, au-delà des chicanes d'écoles, se situe irrémédiablement à un incertain foyer; oui aussi, dans la mesure où les structures institutionnelles des universités québécoises (et d'abord les structures départementales) n'ont guère changé depuis cinquante ans et rien n'annonce qu'elles le seront en profondeur dans les années à venir. Non, dans la mesure où l'éclectisme théorique et méthodologique, ainsi que le recentrement des intérêts de recherche peuvent avoir à court terme un impact important sur la manière d'envisager et le régime de vérité de la discipline et sa portée sociale ou citoyenne.

Pour ne pas conclure, je préfère laisser la parole à ceux qui ont bien voulu participer à ce numéro. Il est à espérer que la lecture de ce trop bref *Cahier de l'ACSALF* aidera à mieux saisir, non seulement les tendances qui influencent les études graduées de la relève en sociologie, mais les enjeux concrets qui habitent le monde apparemment bien tranquille de la recherche universitaire.

¹ Je voudrais remercier vivement Marie-Blanche Tahon pour l'aide apportée à la préparation de ce numéro, ainsi que Mélita Goléa-Man, sans qui aucune activité de l'ACSALF ne serait possible.

² La question fut aussi posée aux anthropologues, mais aucune réponse ne nous ait parvenu. De même, aucun sociologue de l'Université de Moncton et de l'Université d'Ottawa n'a été tenté par l'exercice.

Between engaged general theorizing and empirical research

Greg M. Nielsen,
Université Concordia

I am very happy to report that the most recent cohorts I have supervised have a great passion for both engaged general theorizing and empirical research. The most difficult task in this kind of social science is to demonstrate the elective affinity between critical theory (which is often interdisciplinary, politicized, and not always confined to the construction of conventional sociological objects) and empirical analysis. The degree to which this affinity is made evident or coherent is a determining factor in the success of this kind of research. Critical sociologies utilize immanent reading and critique in concept formation as well as common sense in reasoning through political and moral problem solving. A two-sided answerability between theory and practice under this method is a corrective to what Max Horkheimer once called traditional theory or theory that rarely looks to extend itself beyond some positive analysis and data gathering. Critical sociologies are to some extent unconstrained by technique which makes them appear unfinished, open ended, and speculative. But what appears as weaknesses from the point of view of positive social science are strengths for the engaged social scientist in as much as they permit the practitioner to achieve elegant and provocative results. 'In the final instance', making theory dance gives form and life to data which can never create steps on its own.

I find the following selection of MA theses and Research Essays over the last five years to be truly inspiring and imaginative precisely because they do move beyond the expectations of traditional social science and find ways to engage a world that is otherwise dis-engaged.

They each reach for brave and often tall normative arguments that they try to ground in ideographic forms. Sometimes there is a gap between the two poles and sometimes conclusions are confused or arguments are fragmented because of this. But the degree of their success should not only be judged by the exactness or rightness of their conclusions. Rather it is equally important to judge the courage, creativity and scope of the project that has been dared.

- Funmi Omole. Political Theory and Justice: The Homeless in Montreal and Problems with Liberal Democracy - an extensive presentation of John Rawls theory of liberal democracy and a imaginary confrontation between his theory and homeless men through an ethnography of the Old Brewery Mission;
- Susan Rogers, The Semantics of Reproduction: A Social Systems Analysis of New Reproductive Technologies, an extensive introduction to Luhman's systems theory and a rigorous critical application to three types of feminist discourse on new technologies of reproduction; PhD Candidate McGill, soci)
- Mircea Mandache. Religion in Modern Western Societies: Rupture and Continuity, (a reconstruction of the history of classical sociology and in depth discussion of contemporary analyses of religion with case studies of Ireland and Quebec; (PhD Candidate U. de Montréal, soci)
- Davorka Lubisic Nationalism and the Collapse of Yugoslavia: Geopolitics and Stateless Peoples. A literature review and critique of theories of ethnic nations and nationalism applied to the recent Yugoslav

context—published as *The Politics of Sorrow*. Montreal Blackrose Books. 2003; PhD Candidate Carleton University, soci)

- Francine Tremblay. L'individu dans la modernité. Mead, Taylor et Touraine. A sociological and moral critique of everyday life in Montreal. PhD candidate UQAM, soci.

At Concordia our MA students have a choice of writing a memoir de these (MA thesis) OR un memoir (Research Essay). The essay is a much more flexible form though we require that it be of publishable quality which is actually more demanding than the thesis! Examples here include:

- Kathy Allen's essay on Nationalism and the Murals in Belfast; A Bakhtinian and cultural studies analysis of original field work in one of the worlds most divided cities. PhD candidate UQAM, soci
- Ruth Balfours' Habermas's Theory of Communicative Action—In Action; an introduction to Habermas's general sociology and a lively engagement and critique of Foucault and Derrida from his problematic via his study of the new genetics and commentaries on 9-11.
- Lea Desjardin's. Exploring the Limits of Political Pluralism, an extensive critical review of the new literature in citizenship studies that probe the most vexing issues about exclusion and inclusion for current democracies. PhD candidate Concordia, Humanities.

You are invited to consult these works in the Graduate Office of the Sociology and Anthropology Graduate Program at Concordia University.

Quelques réflexions autour des thèmes famille, femmes et travail

Marianne Kempeneers,
Université de Montréal

Famille, femmes et travail, dans des perspectives croisées avec immigration ou développement sont les thèmes les plus fréquents sur lesquels ont travaillé les étudiants sous ma supervision. Les étudiantes, devrais-je dire, car ces thèmes attirent en priorité les filles, cela va sans dire. Ce qui frappe en effet dans le cas de ces domaines de la famille et du travail (mais peut-être est-ce le cas de bien d'autres domaines en sociologie), c'est qu'ils attirent des chercheur-e-s désireux de mettre à l'épreuve de la théorie et du terrain des situations qui les concernent personnellement, de près ou de loin. C'est ainsi que des étudiantes africaines vont s'orienter vers des sujets comme « Les associations féminines en milieu rural africain », « Les transformations du travail des femmes face aux transferts de technologies au Burkina Faso », ou encore « L'impact réel des programmes de planification des naissances sur la réduction de la fécondité au Bénin ». Des étudiantes immigrantes ou issues de familles

immigrantes travailleront sur des thèmes comme « La situation des femmes parrainées au Québec », « Le rôle des femmes dans la guerre au Liban » ou encore « Les représentations des femmes arabes dans la société québécoise ».

Quant aux étudiantes québécoises, elles sont elles aussi très souvent attirées par les dimensions multiculturelles des dynamiques familiales et choisissent de traiter des sujets comme « Les mariages inter-ethniques », « Les stratégies éducatives des couples inter-religieux »; ou alors ce sont des dimensions de leur expérience en tant que « jeunes » qui les intéressent, ce qui donne des sujets comme « Les projets familiaux des jeunes générations », « L'expérience adolescente aujourd'hui », ou « Les nouveaux rapports des jeunes avec la famille d'origine ». Mentionnons enfin la dimension « santé », assez présente également dans les recherches sur la famille, dont les liens avec l'expérience personnelle sont par contre moins explicites et peut-être inexistantes : « Les femmes face aux nouvelles techniques de reproduction », « Les aidantes naturelles dans leurs rapports au monde médical »...

Dans la grande majorité de ces études, l'approche qualitative a été privilégiée, non sans une mise en perspective préalable en termes quantitatifs. Pourquoi le qualitatif? Pour deux raisons évidentes, à mon avis : la première est le désir de ces étudiant-e-s d'un contact très concret avec la réalité étudiée, avec du récit vivant, avec l'autre. La seconde raison, plus prosaïque, tient au réalisme de l'entreprise : qui peut se permettre de produire des données quantitatives? Données qui, si elles ont été recueillies par d'autres instances, apparaissent souvent loin de l'objet de recherche, surtout à la maîtrise.

En résumé, le choix de sujets en lien avec des réalités familiales et une préférence marquée pour les méthodes qualitatives sont les deux traits qui caractérisent cette fraction de la relève en sociologie qu'il m'a été donné de superviser. Comme quoi, sociologie bien ordonnée...

Portrait de la relève

Paul Bernard,

Université de Montréal

La sociologie est une discipline tellement diverse (Albert et Bernard, 2000) que je ne pourrai parler que de mon propre coin de cet univers, celui des étudiants que je dirige ou dont mes collègues me demandent de lire mémoires ou thèses. Un univers de sociologie empirique, bien sûr, mais pas seulement quantitative, tant s'en faut. Et un univers en perpétuelle effervescence théorique, car que fait donc et que doit faire la sociologie, sinon théoriser, c'est-à-dire donner un sens au monde, mettre au jour les processus qui s'y déroulent.

Mais parmi la myriade de discours possibles sur le monde, je ne privilégie pas les plus sublimes ou les plus à la mode; je m'attache plutôt à ceux qui spécifient les conditions méthodologiques de leur validité, à ceux qui veulent dire le monde comme il est. Une théorisation plutôt inductive, qui va du bas vers le haut et non pas l'inverse, sans renoncer bien sûr à tirer inspiration des grandes traditions sociologiques, y compris la plus récente et la plus éclairante actuellement, le féminisme.

C'est là une posture de modestie intellectuelle, qui se méfie des grands récits et des prophéties (voir Myles, 1998), sans pour autant renoncer aux objets les plus vastes quand il le faut. Par exemple, mes étudiants ont fait, depuis quelques années, des comparaisons entre pays occidentaux (et entre provinces canadiennes) quant à leurs régimes providentiels et quant à leurs régimes de genre, c'est-à-dire quant à la façon dont les hommes et les femmes

mobilisent et combinent les ressources du marché, de l'État, de la famille et des communautés pour orienter leurs parcours de vie, acquérir une éducation, gagner leur vie, assurer leur santé, élever des enfants, participer à la vie civique (voir par exemple Saint-Arnaud, 2000, et Mathieu, 2003).

Un autre facteur me pousse et pousse bien des étudiants à travailler sur des questions précises et empiriquement décidables : des recherches de plus en plus nombreuses s'attachent à des questions de politiques publiques (voir par exemple Martel, 2003, Paquet, 2004, et Wahrendorf, 2004). Il n'est pas toujours facile d'y maintenir un espace de liberté pour la recherche. Mais en même temps, quel plaisir de contribuer à ce que la discussion publique de ces questions ne se déroule pas sous le seul empire du discours économique, comme ce fut trop longtemps le cas. Les approches de ces questions sont maintenant beaucoup plus interdisciplinaires, et je vois les jeunes sociologues s'ouvrir davantage au dialogue avec les économistes, les démographes, les politologues, les anthropologues, les psychologues. C'est là une occasion en or pour notre discipline, pourvue de traditions théoriques extrêmement riches et d'instruments méthodologiques variés, quantitatifs et qualitatifs, permettant d'aborder un large éventail de questions. Nous n'avons rien à craindre et tout à gagner de ce dialogue, ce que comprend de mieux en mieux la relève, du moins celle que je connais.

Bibliographie

- Albert, Mathieu et Paul Bernard (2000) « Faire utile ou faire savant ? La 'nouvelle production de connaissances' et la sociologie universitaire québécoise », *Sociologie et sociétés*, XXXII, printemps, 24-92
- Martel, Edith (2003) « Le chômage familial et les changements de la loi d'assurance emploi », mémoire de maîtrise, Département de sociologie, Université de Montréal (codirection avec Benoît Laplante, INRS-UCS)
- Mathieu, Sophie (2003) « Régimes providentiels et régimes de rapports entre les sexes », mémoire de maîtrise, Département de sociologie, Université de Montréal (codirection avec Claire Durand)
- Myles, John (1998) « Les limites des prophéties, ou les raisons d'être de la modestie intellectuelle en sciences sociales », *Sociologie et sociétés*, vol. XXX, n° 1, printemps, 1-13
- Paquet, Ginette (2004) « Comment vaincre l'adversité liée à un faible niveau socio-économique par l'étude de facteurs protecteurs de la petite enfance », thèse de doctorat, Département de sociologie, Université de Montréal (codirection avec Marc Renaud)
- Saint-Arnaud, Sébastien (2000) « Régimes providentiels et indicateurs sociaux » (co-direction avec Johanne Boisjoly, UQAR)
- Wahrendorf, Morten (2004) Régimes providentiels et inégalités sociales de santé (co-direction avec Marie-France Raynault, Médecine sociale et préventive)

Etudier la sociologie au Québec (1999-2003) Qui? Quoi? Où?

Kathleen Wilson et Jean-Philippe Warren,
Université Concordia

Le contexte social dans lequel se déploie la sociologie influence forcément les perspectives, les thèmes, les questions, ainsi que les enjeux politiques ou épistémologiques privilégiés par ceux et celles qui pratiquent cette discipline. La science a sa culture, tout comme le sport, les industries ou les médias. La question se pose donc de savoir dans quelle direction se fait, depuis cinq ans, la recherche aux deuxième et troisième cycles dans les universités québécoises. Un survol superficiel des mémoires et des thèses déposés dans les cinq grandes universités de la province révèle quelques intéressantes tendances lourdes.

Pour les fins de cette brève présentation, nous avons regroupé en quelques catégories, en nous fiant de manière très arbitraire à leurs titres, les mémoires et les thèses déposés depuis cinq ans (1999-2003). À noter que l'établissement des données d'un tel tableau relève de la gageure (plusieurs mémoires et

thèses recoupant plus d'une catégorie) et qu'il s'agit donc, ici, de donner une vue d'ensemble, très relative et très impressionniste, et non pas de livrer une description détaillée des intérêts des étudiants de 2^e et 3^e cycles. On contestera assurément les critères de classification que nous avons choisis, et l'on aura tout à fait raison. Il reste que, compte tenu de l'ambition modeste qui est la nôtre, nous ne croyons pas pour autant nos conclusions invalidées.

Une variété étonnante de sujets de thèses

Ayant à classer en vastes catégories la production des étudiants inscrits au 2^e et 3^e cycles dans les universités québécoises, nous avons établi dix-neuf thèmes qui portent tous ensemble témoignage de l'étonnante diversité de leurs intérêts de recherche depuis les cinq dernières années : ethnicité, santé, globalisation, génétique, famille, marginalité et criminalité, droit, genre (« gender »), environnement, mouvements sociaux, éducation, technologie, culture / art, corps, économie, politique, théorie,

subjectivité, religion¹. Peu de sujets semblent échapper au regard critique de la relève.

Pourtant, force est de constater que, au-delà de cette pluralité tout à fait exemplaire des interrogations et des objets, des sensibilités particulières influencent bel et bien le choix des sujets de recherche des étudiants gradués en sociologie². Ces sensibilités tiennent au contexte général du mode de reproduction social et au contexte social particulier dans lequel s'inscrit forcément l'apprenti sociologue.

Il existe ainsi une différence assez nette entre les deux universités anglophones et les trois universités francophones, à la fois quant à leurs intérêts de recherche et quant à la localisation de leurs objets de recherche. C'est sur cette différence que nous insisterons ici.

a) *Intérêts de recherche.* Quoiqu'il soit absolument impossible d'établir une véritable moyenne et qu'il faille manipuler les données que nous avons recueillies avec précaution, le choix des sujets de recherche semble fluctuer en fonction de la langue de l'institution

d'enseignement supérieur. Par exemple, le sujet le plus populaire en moyenne depuis cinq ans parmi les étudiants gradués à Concordia³ et à McGill est l'ethnicité (20% et 21%, respectivement), une tendance qui peut s'expliquer par la forte proportion d'étudiants appartenant à l'un ou l'autre des minorités dites « visibles », de même

étudiants gradués de l'Université Laval ont situé leurs recherches au Québec et tout près de 50% à l'UQAM et à l'Université de Montréal, contre seulement 21% à Concordia et aucun à McGill. À l'inverse, l'intérêt est plus marqué à McGill et à Concordia pour des sujets situés en Europe (23%, 12%), en Asie (27%, 12%) et, dans une

sujets de recherche. Car insistons-y en terminant afin de ne pas fausser l'impression du lecteur : s'il existe un incertain foyer de préoccupations défini par, entre autres, la langue de l'institution d'enseignement supérieur, ce foyer paraît davantage un point de départ pour explorer le monde social qu'une limite fixée à la curiosité

que par la vogue que connaissent, dans le monde anglo-saxon, depuis les années 1990, les « cultural studies », « gender studies » et autres « ethnic studies » (Irish studies », « Afro-American studies », Queer studies », etc.). La ré-définition de la société sur le monde d'une politique des identités et des altérités narratives n'est certainement pas étrangère à ce phénomène, mais il faut, pour bien interpréter ces tendances, tenir compte du fait que moins de 10% des étudiants gradués à l'Université de Montréal et moins de 5% de ceux inscrits à l'UQAM et à l'Université Laval ont été récemment tentés par un tel sujet de recherche (même si ce sujet paraît également en progression dans les universités francophones). Par contraste, les thèmes du politique et de l'économie sont plus populaires à l'Université de Montréal (11% et 14%), à l'Université Laval (16% et 12%) et l'UQAM (12 et 14%).

b) Localisation de la recherche: Les étudiants gradués de McGill et Concordia tendent à inclure tout le Canada comme cadre d'étude, alors que les étudiants des universités francophones se bornent pour la plupart aux frontières provinciales. Ainsi, plus de 50% des

moins de mesure, en Amérique du Sud (9%, 4%). On pourrait croire que l'origine ethnique des professeurs et des étudiants explique ces chiffres, et elle l'explique sans doute en partie; seulement, il est à noter que l'Afrique, un continent colonisé par la France, suscite davantage d'intérêt dans les universités francophones (Laval 17%, UQAM 11%, et Université de Montréal 9%). N'y aurait-il pas lieu de s'interroger sur les anciennes et nouvelles aires d'impérialisme politiques, lesquelles aires dessinent des frontières culturelles et linguistiques, pour mieux sonder les préoccupations des jeunes sociologues?

Il n'est pas nécessaire d'insister sur l'influence qu'exerce le contexte général et particulier de la recherche. La science sociologique est orientée par des sensibilités et des intérêts qui surgissent d'abord de la société elle-même. Il est intéressant de constater que, au Québec, les étudiants gradués, soumis à cette influence (les quelques statistiques ici réunies en donnent une certaine idée), lui échappent néanmoins en partie, ce que révèle bien la diversité de leurs intérêts et de leurs

des chercheurs. Certes, les étudiants gradués de McGill boudent le Québec et ceux de l'Université Laval, l'Amérique du Sud. Certes, les études sur le « genre » ne semblent pas avoir connu un déclin si net dans les universités anglophones que dans les universités francophones. Néanmoins, au-delà de ces divergences hypothétiques qui nous ramènent à des enracinements concrets, force est de s'avouer, en conclusion, que l'analyse des thèmes et des perspectives privilégiés par les jeunes sociologues québécois porte avant tout témoignage, par leur multiplicité, de leur dynamisme et de l'étendue de leurs interrogations. Certains chemins sont davantage empruntés que d'autres, à quoi il faut bien s'attendre, mais, dans l'ensemble, on n'hésite pas à se lancer dans de nombreuses directions. Le bilan, dans l'ensemble, si encore notre portrait trop grossièrement brossé est valide, paraît donc largement positif.

¹ Ces catégories sont, répétons-nous, non seulement extrêmement vastes, mais relativement arbitraires. Par exemple, la catégorie de l'ethnicité inclut un éventail très large de préoccupations, telles l'appartenance ethnique, l'origine ethnique, la discrimination raciale, la diversité culturelle, l'immigration, l'adaptation sociale, l'intégration, la langue, l'ethno-linguistique, les valeurs et les normes, etc.

² Anouk Bélanger et Valérie de Courville Nicole montrent, dans un article de ce numéro, que cela vaut aussi pour le choix des méthodes.

³ Notons, à vue de nez, que le Département de sociologie (et d'anthropologie) de l'Université Concordia semble compter une plus large proportion d'étudiants francophones que le département de sociologie de l'Université McGill. Pour Concordia, nous n'avons, bien entendu, inclus que les mémoires déposés en sociologie.

Mot du président

(suite de la page 1)

Cela n'est pas surprenant dira-t-on, on connaît mieux - pour ne pas dire seulement - les thèses qui reprennent nos préoccupations. Mais, justement, la recherche inféodée est encore largement minoritaire en sociologie. Je parierai d'ailleurs que si l'on regardait le lieu de

publications de nos collègues (objectivement et non ce qu'ils en disent), les publications de type intellectuel dépasseraient encore largement l'écriture du rapport technique de recherche et de la publication (en anglais) dans les grandes revues à comité de lecture. C'est dire qu'une grande part de nos disciplines relève encore de ce qu'on nommait auparavant les humanités.

Il ne s'agit, j'en conviens, que d'une hypothèse de lecture soulevée pas un dossier fort intéressant sur le développement de la discipline. Je vous invite d'ailleurs à réagir à ce dossier.

Bonnes lectures.

En guise de postface La rhétorique creuse du financement des études

Gilles Gagné,
Université Laval

L'auteur de ces lignes a eu l'occasion à quelques reprises (et il s'en excuse) d'assister à un des spectacles à grand déploiement ayant été mis en scène récemment par les universités pour faire vivre le « moment » de la graduation dans le but de fidéliser les clientèles diplômées. Invitant les étudiants à venir prendre leur diplôme des mains de leur recteur (et invitant leurs parents à venir filmer la scène), les universités se sont engagées dans des sortes de revivals de la graduation où, pendant plusieurs jours, des diplômés défilent devant un parterre de docteurs vêtus d'hermine pour entendre de leur recteur un discours de circonstance.

C'est dans cette circonstance, justement, que le recteur de l'Université Laval exposa, en juin 2000, une première conception de ce qu'est le diplômé universitaire, une conception que je dirai *dominante*. Vantant la qualité des services éducatifs de son organisation, le recteur d'alors fit valoir aux yeux de ses diplômés (et à ceux de leurs parents, présumés avoir fait des sacrifices colossaux à cette fin) qu'ils étaient maintenant dotés d'un équipement de première classe pour faire face à la concurrence féroce qui régnait sur le marché du savoir et des emplois. Parlant de la mobilité sociale individuelle à des consommateurs de services éducatifs, le recteur, en somme, fit ce que tout le monde attendait de lui et il donna sa bénédiction aux gagnants de demain.

Or, il se trouve que l'Université Laval remettait ce jour-là un doctorat *Honoris causa* à Claude Ryan, une sorte de vieux catholique réactionnaire qui avait un don certain pour recycler les idées désuètes, en particulier celles du siècle dernier, le 20^e pour ne pas le nommer. Invité à parler lui aussi aux présumés gagnants de demain, Ryan, qui n'avait pas d'organisation à vendre, ne leur parla point de leurs chances de gain mais de leurs responsabilités¹. L'idée la plus intéressante (pour les fins de notre opposition typologique) que Ryan exposa ce jour-là reposait sur la prémisse que les étudiants diplômés étaient désormais des « universitaires » et qu'ils resteraient durant toute leur vie membre de cette institution. Formés dans un lieu fait pour permettre à la vie de l'esprit de se déployer sans contrainte, Ryan annonçaient aux diplômés qu'ils allaient constamment, tout au long de leur

vie professionnelle, revenir en pensée vers ces lieux où s'étaient formées, au contact d'une tradition de pensée ou d'une science, leurs capacités de juger et leur aptitude à se porter responsables des orientations de la société.

On ne pouvait avoir, réunies dans une petite matinée de printemps, deux conceptions plus rigoureusement opposées du même animal, le diplômé en l'occurrence. Pour l'un, il était un entrepreneur dans la course de la survie et de l'adaptation à la globalisation, un concurrent qui prenait le départ dans « une Ferrari » (sic); pour l'autre, il était l'émissaire d'une institution qui était au foyer d'une des formes les plus générales de l'autonomie, l'autonomie professionnelle (du jugement et du choix) appuyée sur la connaissance.

S'il y avait eu ce jour-là un référendum pour choisir entre ces deux manières de concevoir les diplômés universitaires (et pour choisir du même coup les conséquences qui en découlent), j'aurais très certainement milité pour celle de Ryan. Cela montre bien que l'on ne choisit pas toujours ses alliés. La vision ryanienne suppose que l'Université s'engage à troubler en permanence son ordre interne tout en questionnant les vérités de la société. Cependant, à l'heure de la fermeture des systèmes sociaux sur leur propre reproduction, cette tâche peut devenir passablement conflictuelle : la multiplication dans la pratique sociale des petites tours d'ivoire organisationnelles qui veulent arracher leurs membres à toute appartenance symbolique extérieure, à toute employabilité indépendante, à tout investissement affectif particulier qui aurait en vue le monde humain plutôt que l'environnement de l'organisation pose ici un problème pour lequel on ne voit pas de solution harmonieuse.

Il n'y aurait pas lieu de prendre au sérieux « les forces qui rodent aux portes de l'Université » (Claude Ryan) pour s'en faire butin si elles se contentaient de réclamer que cet os encore bien charnu qu'est l'Université soit jeté sans autre forme de procès dans la corbeille des partenariats public/privés. Pour être crédible, la vision dominante doit plutôt partir d'un problème réel : la chasse aux emplois de haute technologie dont nous chargeons des élus mal équipés pour l'aventure, et elle soutiendra sur cette base que notre pays ne pourra avoir sa part de l'économie du savoir qu'en favorisant une meilleure articulation des formations universitaires aux besoins réels

des entreprises de l'avenir. De fil en aiguille et sous prétexte d'accroître l'utilité des universitaires pour l'entreprise, on proposera de réviser le procès de production de diplômés et, au risque de faire disparaître l'autonomie professionnelle, de recentrer l'enseignement supérieur autour des formes partenariales d'intégration à l'entreprise des chercheurs universitaires.

Ce programme techniciste de production de chercheurs, qui est un danger dans tous les domaines d'études, aurait certainement pour effet de faire disparaître jusqu'au souvenir de ce dont il est question dans les humanités. Sous prétexte de mieux préparer le technicien aux opérations qui le réclament, on se tournerait vers les humanités pour leur enlever, après l'avoir enlevée au science, l'aptitude à contribuer à la formation de la personne, une chose qui (contrairement aux « compétences ») ne peut pas être avalée sans reste par les processus en vigueur dans les isolats organisationnels.

Je voudrais donner un exemple de la manière dont se présente dans la vie quotidienne cette opposition politique à ce qu'il reste de l'Université moderne, disons, pour aller vite ici, à ce qu'il reste de l'Université de Claude Ryan. Je me console du fait de nommer de cette manière l'Université que je défends en me disant que c'est la seule que nous ayons, aucune alternative crédible de la protection institutionnelle accordée à la vie de l'esprit n'ayant encore pris forme.

Nous avons une institution, en l'occurrence l'Université Laval, qui en 2003-2004 avait 37 591 inscrits et qui, durant cette même année, avait accordé 8 736 diplômes de tout acabit. Or, avec 68% de ces inscrits (68,5% pour être exact), les humanités n'avaient remis que 67% (66,7% en fait) des diplômes. Dans une réforme du financement où tout a été recentré sur le niveau de « production » des universités (financement à 100% du coût moyen des variations de « clientèle » et multiplication, par 7 au doctorat, des primes à l'émission de diplômes), cet écart de productivité des humanités est déjà le début d'un acte d'accusation. Devant cette situation, l'Université Laval, aussi soucieuse que toute autre de préserver sa part du financement public, a mis sur pied en 2002 un comité chargé d'étudier les taux de persévérance aux études selon le secteur et le niveau des étudiants². Suivant la trace dans les « dossiers » de tous les étudiants inscrits à une maîtrise entre 1993 et 1996 pour compter le

nombre total de survivants diplômés en 2003, le comité arrivait au constat suivant : alors que les partants des humanités étaient, en 93-96, 69% de l'ensemble des partants vers la maîtrise, ils n'étaient plus, en 2003, que 67% des diplômés de ce niveau (santé, sciences et techniques fournissant donc 31% des partants et 33% des diplômés). Mais cela n'était que la pointe de l'iceberg puisqu'au doctorat les partants des humanités, qui ne représentaient plus que 50% de l'ensemble des partants, représentaient moins de 35% des diplômés de ce niveau 10 ans plus tard (l'autre moitié des partants, qui venait des deux autres secteurs, représentant donc 65% des diplômés). Clairement, allait conclure le comité, quelque chose n'allait du côté de « l'encadrement » des doctorants des humanités, conclusion qui était d'ailleurs son point de départ.

Pour s'expliquer cet écart de productivité (et tenter de le combler pour améliorer les chances de Laval dans la bataille du rendement), le comité mena des consultations, des discussions et des réflexions. Mais tout cela, qu'on se rassure, n'accoucha de rien qui n'ait été éminemment prévisible, aussi bien en matière de diagnostic qu'en matière de remède. On « trouva » ainsi, si l'expression n'est pas trop forte, que :

« Les étudiants d'origine étrangère et ceux qui n'appartiennent pas à une équipe ou à un centre de recherche avouent se sentir très seuls au cours de leur formation aux cycles supérieurs. La solitude de certains étudiants face à leurs études est un facteur important de décrochage. » (p.12)

Il est réconfortant de constater que les étudiants qui n'appartiennent pas à des centres de recherche ont la sagesse « d'avouer » qu'ils se sentent seuls, situation qui, comme chacun le sait, n'est pas celle des « autres ». Le comité trouva aussi, d'une manière tout aussi réconfortante pour les idées préconçues qui règnent sur la question, que :

« Dans les programmes de sciences humaines et sociales ainsi que dans les arts et les lettres, ce sont souvent les étudiants qui proposent un sujet de recherche et qui, de plus (je souligne), doivent trouver un directeur de recherche. Un parcours du combattant qui met parfois en péril la réalisation d'un projet d'études. » (ibidem)

La situation d'extrême abandon où se retrouvent les étudiants des humanités, secteur où l'on considère que les candidats à un doctorat devraient déterminer par eux-même l'orientation de leurs recherches, contraste avec celle qui règne « ailleurs », un ailleurs qui représente très certainement la situation normale :

« Dans le domaine des sciences médicales et des sciences pures et appliquées, c'est généralement le directeur de recherche qui propose le sujet de recherche car l'étudiant se voit intégré à un groupe ou un centre

de recherche ayant un thème de recherche bien défini. L'étudiant choisira ainsi de s'inscrire en fonction du financement que le directeur de recherche sera en mesure de lui offrir et de la capacité d'accueil du groupe de recherche. » (p. 18)

Il est inutile de faire défiler le menu déroulant des poncifs et des idées approximatives qui règnent sur ce genre d'exercice, surtout lorsque, comme c'est très clairement le cas ici, l'attitude qui préside à la confirmation de l'idéologie dominante en est une de bonté et de bonne volonté. Ce qui se passe, en somme, est d'une grande simplicité mais d'une grande efficacité : en partant d'un différentiel de productivité auquel on ne réfléchit nullement, on profite de l'occasion pour inventer le mythe de l'encadrement techno-scientifique et pour le proposer aux humanités en tant que solution de gros bon sens. Oubliant que « les étudiants de doctorat » ont amplement fait la preuve, depuis quelques siècles, qu'ils pouvaient être aussi créatifs qu'inspirés, oubliant que bon nombre de développements originaux, dans toutes les disciplines, sont venus de leur relative indiscipline, on les transforme pour leur bien en travailleurs salariés de la recherche partenariale et on leur fourre dans la gueule un sujet, un corpus et un paradigme, toute chose qu'on leur fait avaler enrobées dans un chèque au chocolat. Sous le nom de « formation à la recherche en réseau par la recherche en réseau », on fait vertu de la soumission des chercheurs de demain au processus de leur propre production et on envisage ainsi de les assujettir, dès l'Université, au système de la division du travail intellectuel. En cours de route on imagine en plus un généreux système d'encadrement techno-scientifique où les professeurs qui utiliseraient les étudiants aux fins de leur propre « productivité » seraient finalement réputés les aider à combattre la solitude.

Est-ce là tout ? Assurément pas. De la même manière que l'on considère maintenant comme « un parcours du combattant » le fait pour un étudiant de doctorat de choisir son sujet et son directeur, on soutient qu'il est impossible pour les professeurs de déterminer par eux-mêmes quelles sont les questions qui méritent d'être posées. Constatant que l'économie du savoir est dominée par les organisations qui font de la science un facteur de production de la richesse, ce qui est une tautologie, on en déduit que les professeurs doivent s'associer à elles pour choisir leur propre sujet (et leurs propres directeurs) et avoir ainsi la chance de voir leurs recherches reconnues comme pertinentes par l'État et dignes d'être financées.

En réalité, aucun des éléments de cette mythologie ne correspond à la réalité historique, ni des sciences de la nature, ni même des sciences appliquées. C'est seulement depuis 25 ans que l'on a commencé à retirer aux institutions les ressources matérielles qui servaient à l'encadrement des études graduées et à les y réintroduire ensuite sous la forme de fonds salariaux gérés par des professeurs/employeurs. Et c'est seulement depuis 5 ans que l'on a commencé à assujettir l'obtention de ces fonds salariaux par les

professeurs à des partenariats public/privés qu'il leur incombe de nouer. Ce dont on parle ici, c'est d'un programme. En prenant appui sur le fait que les étudiants des sciences et des techniques ont toujours eu besoin « d'équipements » pour mener leurs recherches et en soutenant, simplement parce que l'on trouve dans ce secteur des laboratoires, que le programme d'intégration de l'Université aux besoins immédiats des employeurs y est déjà réalisé, on jette la totalité de l'institution universitaire dans la confusion en attendant de la pendre avec les cordons de la bourse ou de l'assommer avec le critère de la « pertinence ».

Pour ce qui est du différentiel de productivité et de persévérance aux études doctorales, on ferait bien de commencer par considérer que les humanités, qui représentent les 2/3 de l'Université ne représentent cependant que le 1/3 de ses coûts et qu'elles ne reçoivent sur cette base que le quart des fonds publics destinés à la recherche, c'est-à-dire des fonds destinés au financement des étudiants gradués¹. Parce que les humanités ont toujours coûté moins cher en professeurs, en locaux et en équipement, c'est-à-dire, très exactement, parce qu'elles ont toujours eu une « productivité » supérieure à celle des deux autres secteurs, on a pris l'habitude de financer ses étudiants d'une manière tout aussi frugale. Imputant maintenant au type d'encadrement que l'on y pratique ce qui n'est que le résultat de cette habitude, on se croit habilité à proposer comme remède aux humanités un procès de production des docteurs qui est la parfaite négation de l'autonomie universitaire et on invente pour cela une société où l'on produirait les savants comme on produisait les Epsilons dans les romans. Que l'on m'entende bien, je ne suis pas en train de réclamer des fonds pour les humanités. Je ne suis loin d'être certain, de toute manière, que ceux que l'on « injecte » ces temps-ci dans la recherche ne viennent le moins du monde en aide à l'institution. Je dis simplement que l'on prend appui sur un modèle que l'on invente plus qu'on ne le constate pour proposer une transformation qui enlèverait toute utilité de l'Université pour « la » société en en faisant l'annexe de puissances sociales pour lesquelles « les » sociétés n'existent plus.

Pour la sociologie, on s'en excuse, cette dynamique d'ensemble, dans la mesure où elle prend la forme de conflits de classe, est d'une grande banalité. Dans la mesure où elle touche aux repères historiques de la civilisation occidentale, la chose est sans doute moins banale.

¹ Son discours fut reproduit dans *Le Devoir* du 11 juin 2000.

² Voir, sur le site de l'Université Laval, *Avis de la Commission aux affaires étudiantes. Pour mieux soutenir les étudiantes et les étudiants dans leur projet d'étude, volet 2 : Persévérance et réussite aux 2e et 2e cycles*, 2 mars 2004.

³ À la page 48 des *Indicateurs de l'éducation*, le ministère de l'éducation parle, en additionnant apparemment toutes les sources de financement de la recherche, de 78% des fonds pour les sciences appliquées.

Adhésion / renouvellement 2005

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse (rés. ou bur.): _____

Ville : _____ Province : _____ Code Postal : _____

Tél. (rés.) : () _____ Tél. (bur.) : () _____ Téléc. : () _____

Courriel : _____ Institution d'attache : _____

Sexe : Féminin ☐ Masculin ☐ Discipline : Anthropologie ☐ Sociologie ☐

J'accepte que mon nom soit transmis pour sollicitations (ex. : autres associations, colloques, médias, etc.) ☐

STATUT

administrateur-trice ☐ chargé-e de cours ☐ chercheur-e ☐ étudiant-e ☐

professeur-e ☐ professionnel-le ☐ retraité-e ☐ sans emploi ☐

CHAMPS D'INTÉRÊT (domaines ou aires de recherche)

COTISATION 2005

Pour devenir membre de l'ACSALF, il suffit de s'acquitter de la cotisation (25\$ ou 55\$, selon le cas). Les membres bénéficient également du tarif réduit pour abonnements aux revues offertes par l'association.

Abonnement	Membre étudiant* (25\$ + ...)	Membre régulier (55\$ + ...)
Anthropologie et sociétés	20,00\$ ☐	32,00\$ ☐
Recherches Amérindiennes au Québec	35,00\$ ☐	39,00\$ ☐
Recherches sociographiques	24,00\$ ☐	37,00\$ ☐
Sociologie et sociétés	24,00\$ ☐	36,00\$ ☐
TOTAL :	25,00\$ + _____ = _____ 25,00\$ (sans revue) = 25,00 \$	55,00\$ + _____ = _____ 55,00\$ (sans revue) = 55,00 \$

*Joindre une photocopie de votre carte d'étudiant-e. (obligatoire)

Mode de paiement : ☐ carte de crédit (Visa ☐ MC ☐) No de carte : _____ exp. : _____
☐ chèque ci-joint (libellé à l'ordre de ACSALF) Signature : _____

Merci de remplir le formulaire et d'en transmettre une copie à une ou un collègue.

Retourner à : ACSALF, 3465, rue Durocher, bureau 302, Montréal QC H2X 2C6
 Tél. : (514) 499-4020 • Télécopieur : (514) 499-4065 • Courriel : acsalf@inrs-ucs.quebec.ca • Site web : www.acsalf.ca